



**Pole Institute**

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

# **Conflit de Kwamouth entre les (Ba)Tékés et les (Ba)Yaka : Analyses des répercussions sociopolitiques et humanitaires à Kinshasa**

Joël Baraka Akilimali

Janvier Koko Kirusha

Dossier, Mars 2024

Les Éditions de Pole Institute

## **POLE INSTITUTE**

### **Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.**

Son siège est basé à Goma, à l'Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et d'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.) ;
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée ;
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques ;
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

### **Finalité et but :**

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

### **Politique :**

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

### **Dossier**

Editeur responsable : Pole Institute  
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo  
Rédacteur en chef : Nene Morisho Mwana Biningo

**Comité de rédaction** : - Nene Morisho Mwana Biningo  
- Jean-Pierre Kabirigi  
- Innocent Mpoze  
- Eugène Lubula

Pole Institute  
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I  
Ville de Goma / Nord-Kivu  
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)  
Tél.: (00243) 99 28 44 352  
Web site: [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)  
E-mail : [poleinst@pole-institute.org](mailto:poleinst@pole-institute.org), [poleinst@free.fr](mailto:poleinst@free.fr)

© Les Éditions de Pole Institute, 2024

ISBN : 978-2-493862-39-6 EAN : 9782493862396

Numéro de Dépôt Légal : 10.05.20.24.7

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

# Table des matières

Sigles et Abréviations .....	6
Résumé exécutif .....	8
Ière Partie : Introduction générale, revue de littérature et méthodologie de la recherche.....	12
1. Introduction générale .....	12
1.1. Contexte général du conflit .....	12
1.2. Problématique et objectifs de la Recherche.....	16
1.3. Présentation des lieux d'étude.....	18
1.3.1. Territoire de Kwamouth comme lieu du conflit initial .....	18
1.3.2. Commune de Maluku comme lieu d'étude des conséquences du conflit initial.....	20
1.3.3. Contextualisation du conflit dans l'ancienne province de Bandundu ....	21
2. Revue de la littérature .....	23
2.1. Cadrage théorique général.....	23
2.1.1. Un conflit situé dans la construction territoriale sous le format de l'ethnicité en RD Congo (cas de Kinshasa et ses périphéries) .....	23
2.1.2. Un conflit qui s'analyse dans les problématiques judiciaires et foncières en RDC autour des dysfonctionnements institutionnels .....	25
2.1.3. Conflit situé dans la survivance de l'autorité traditionnelle à Kinshasa entre gestion politique des conflits coutumiers et dissonance liée à la modernité administrative .....	27
2.1.4. Économie politique des conflits liés au foncier et aux ressources naturelles dans le Plateau des Batékés à Kinshasa .....	29
2.2. Revue de presse autour des conflits entre Téké et Yaka à Kwamouth et leur expansion à Kinshasa : un essai chronologique des événements .....	31
2.3. Revue des interventions humanitaires saillantes dans la région.....	40
2.3.1. Le réseau CARITAS et les services catholiques diocésains .....	40
2.3.2. Les interventions de l'OMS-OCHA-« Médecins d'Afrique » dans l'aire du conflit de Kwamouth .....	42
2.3.3. Prospection des Médecins Sans Frontières « MSF » dans la zone du conflit .....	43

2.3.4.	<i>Analyse des interventions de « Cause rurale » avec l'appui d'ONU-FEMMES</i> .....	44
2.3.5.	<i>Analyse des interventions de l'Organisation des Femmes Solidaires pour la Paix et le Développement (FSPD) à Maluku</i> .....	44
3.	Méthodologie de la Recherche.....	46
3.1.	Présentation sommaire de la méthodologie.....	46
3.2.	De l'échantillon de l'étude .....	47
3.3.	Protocoles de recherche.....	49
3.2.1.	<i>Approche méthodologique</i> .....	49
3.2.2.	<i>Objectifs des entretiens et thèmes abordés</i> .....	49
3.2.3.	<i>Échantillonnage des participants</i> .....	50
3.2.4.	<i>Dates et lieux des entretiens</i> .....	50
3.2.5.	<i>Analyse du contenu</i> : .....	50
	IIème Partie : Résultats de la recherche et recommandations de l'étude .....	52
4.	Contexte détaillé du conflit de Kwamouth et son expansion à Kinshasa.....	52
4.1.	Origine et dynamique du conflit.....	52
4.1.1.	<i>Le rôle du pouvoir coutumier dans le conflit de Kwamouth</i> .....	53
4.1.2.	<i>Acte déclencheur de violence à Kwamouth et suite donnée au conflit à Kinshasa</i> .....	54
4.1.3.	<i>Politisation et militarisation du conflit depuis Kwamouth jusqu'à Kinshasa</i> .....	57
4.1.4.	<i>Rôle présumé des adeptes de « l'église des Noirs » dans la radicalisation des miliciens Yaka et de l'avènement des « Mobondo »</i> .....	61
4.1.5.	<i>L'hypothèse complotiste des infiltrés rwandais parmi les miliciens « Mobondo »</i> .....	63
4.2.	Impact du conflit sur les communautés Téké et Yaka.....	67
4.2.1.	<i>Déplacements massifs, exposition des déplacés à une « double vulnérabilité » à Maluku et rupture dans les familles en alliance téké-yaka</i> ...	68
4.2.2.	<i>Visibilité accentuée du conflit à Kinshasa dans le Plateau des Batéké</i> ..	71
5.	Conséquences humanitaires, socioéconomiques et besoins des personnes affectées par le conflit.....	74
5.1.	Conséquences humanitaires et socio-économiques.....	74
5.1.1.	<i>Perte de biens des populations civiles et faible assistance humanitaire</i> .....	74

5.1.2.	<i>Perturbations des activités agricoles et insécurité alimentaire.....</i>	76
5.1.3.	<i>Violences basées sur le Genre (VBG), malnutrition et conditions hygiéniques déplorables.....</i>	78
5.1.4.	<i>Dispersion des déplacés à Kinshasa et impact sur la scolarité.....</i>	79
5.2.	Besoins des personnes affectées par le conflit de Kwamouth dans la Commune de Maluku à Kinshasa.....	80
5.2.1.	<i>Besoins essentiels et priorités humanitaires à Maluku.....</i>	80
5.2.2.	<i>Insécurité physique, abris indécents, absence des soins médicaux et du suivi psychologique des déplacés.....</i>	83
6.	Analyse des actions des autorités politico-administratives et des acteurs sociopolitiques.....	85
6.1.	Mesures locales, nationales et internationales pour résoudre le conflit.....	85
6.1.1.	<i>Interventions militaires à l'épreuve d'un bilan mitigé.....</i>	85
6.1.2.	<i>Résultats mitigés des missions de pacification conduites par la Vice- Primature de l'Intérieur.....</i>	87
6.2.	Enjeux politico-fonciers comme facteur contre-productif à l'avènement de la paix.....	89
6.3.	Interventions du Gouvernement congolais.....	91
7.	Conclusion et Recommandations de l'étude.....	93
7.1.	Synthèse des principales conclusions.....	93
7.2.	Recommandations de l'étude.....	95
	Bibliographie.....	98



## Sigles et Abréviations

AGR	: Activités Génératrices des Revenus
ANATC	: Alliance nationale des autorités traditionnelles de la RDC
CI.be	: Caritas International Belgique
CDJP	: Commission Diocésaine Justice et Paix
CD-Kins	: Caritas Développement Kinshasa
ECHO	: European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations
EHA	: Eau, Hygiène et Assainissement
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo.
FSPD	: Femmes Solidaires pour la Paix et le Développement
GMI	: Groupe Mobile d'Intervention
GR	: Garde Républicaine
HRW	: Human Rights Watch
MAS	: Malnutrition Aigue Sévère
MONUSCO	: Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OSC	: Organisation de la Société Civile
PNC	: Police Nationale Congolaise
PSEA	: Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
RDC	: République Démocratique du Congo
UNHCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
VBG	: Violence Basée sur le Genre
ZS	: Zone de Santé





## Résumé exécutif

La recherche sur le conflit Teke-Yaka à Kwamouth et ses conséquences à partir de la Commune urbano-rurale de Maluku à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC), offre une analyse approfondie des origines, des influences externes, des impacts locaux, des actions des autorités et des besoins urgents. L'étude révèle une toile complexe d'interactions entre des facteurs historiques, des manipulations politiques et des tensions identitaires, jetant les bases des antagonismes persistants entre les communautés Teke et Yaka. Les conclusions principales portent sur les tensions foncières à l'origine du conflit, les influences externes dans la politisation de la crise, les impacts socio-économiques et humanitaires à Maluku, la question de l'efficacité des actions des autorités et les besoins urgents. Ces conclusions offrent un aperçu complet de la situation et soulignent la nécessité d'une réponse coordonnée et adaptée pour amorcer une voie vers la paix.

S'agissant des origines du conflit Teke-Yaka, l'étude note des tensions foncières et des antagonismes agraires persistants autour de la légitimité du pouvoir des chefs (Ba)Tékés agissant par redevances coutumières sur des terres désormais habitées majoritairement par des populations (Ba)Yaka en général, ayant fait des migrations lointaines depuis la province du Kwango vers Kwamouth dans l'actuelle province du Mai-Ndombe. La recherche met en lumière ces tensions foncières comme élément déclencheur du conflit entre les tribus Téké et Yaka, se transformant rapidement en une tragédie humanitaire aux ramifications régionales. L'analyse approfondie des origines est cruciale pour comprendre l'ampleur actuelle du conflit. Les résultats suggèrent que des forces politiques non encore précisées opérant dans l'ombre des milices politisées « mobondo<sup>1</sup> » ont joué un rôle crucial dans la radicalisation de celui-ci. Ces forces comprendraient d'un côté des

---

<sup>1</sup> La milice Mobondo est une milice majoritairement Yaka qui se bat pour les intérêts fonciers dans le conflit de Kwamouth en faisant recours aux fétiches appelés "Mobondo" en vue de se protéger contre toutes les armes blanches ou à feu.

élites aux intérêts fonciers dans le plateau des Batékés et de l'autre côté, des adeptes mystico-religieux dits de l'église des Noirs ayant contribué à la radicalisation des membres de la communauté Yaka dans la constitution de la milice « mobondo ». L'analyse discute également des hypothèses de forces étrangères dans les rangs des miliciens « mobondo », une hypothèse de recherche qui a complexifié la situation, exacerbant les hostilités et entravant la résolution du conflit. Cette complexité politique souligne la nécessité d'une compréhension approfondie des influences externes pour élaborer des solutions efficaces.

S'agissant des impacts socio-économiques et humanitaires du conflit de Kwamouth à Maluku, l'étude révèle des conséquences graves du conflit sur cette commune urbano-rurale. Maluku a été le témoin de déplacements massifs et a accueilli des déplacés venant d'autres provinces, affectant profondément la vie quotidienne des habitants. Le plateau de Bateké dans Maluku, source principale d'approvisionnement en produits agricoles pour le reste de la ville de Kinshasa, en proie d'insécurité se voit les activités champêtres au ralenti avec le risque de causer une crise alimentaire à moyen terme sur le reste de la ville. Les problèmes humanitaires, sociaux et économiques exigent une réponse coordonnée et efficace, soulignant la nécessité d'une intervention urgente pour atténuer les souffrances des populations touchées. L'analyse des actions des autorités met en lumière une déconnexion avec les besoins urgents et interroge la stratégie d'intervention gouvernementale. Les interventions, fondées principalement sur la militarisation, sont jugées nécessaires mais inefficaces, soulignant l'importance d'une réévaluation de leur efficacité. Les besoins urgents en sécurité, retour des déplacés et soutien socio-économique nécessitent une attention particulière. Les solutions durables exigent une intervention gouvernementale éclairée, impliquant la sécurité des zones touchées, la facilitation du retour des déplacés et la promotion du dialogue intercommunautaire. Les témoignages recueillis expriment un appel urgent à l'aide internationale, nationale et locale. Les conditions précaires des déplacés exigent une prise en charge immédiate, soulignant la nécessité d'une coordination des efforts nationaux et

internationaux. Les populations affectées réclament une assistance immédiate pour faire face à leurs besoins fondamentaux, mettant en avant la nécessité d'une réponse humanitaire efficace.

Les conclusions soulignent la complexité de la crise Teke-Yaka en RDC, tissée de défis complexes. La coordination d'efforts et des solutions adaptées sont nécessaires pour amorcer une voie vers la paix. La recherche aspire à éclairer la compréhension de cette crise complexe, bien qu'elle soit limitée par la fluidité des situations de conflit et la nécessité d'ajuster les analyses aux développements récents. Des recommandations futures incluent une analyse approfondie des implications politiques, des mécanismes de manipulation politique, des initiatives de médiation et de résolution, ainsi que des conséquences humanitaires du conflit.



# Ière Partie : Introduction générale, revue de littérature et méthodologie de la recherche

## 1. Introduction générale

### 1.1. Contexte général du conflit

Depuis 2022, la République Démocratique du Congo (RDC) est le théâtre d'un conflit dévastateur entre les tribus Téké et Yaka, particulièrement dans le territoire de Kwamouth dans la province du Maï-Ndombe dans l'Ouest du pays. Ce conflit né sur la base des différends fonciers et exacerbé par des facteurs socio-économiques voire politiques présente des répercussions importantes sur d'autres provinces voisines du Mai-Ndombe notamment les provinces de Kwilu, de Kwango et la ville-province de Kinshasa. À Kinshasa, l'étendue du conflit se révèle dans un contexte de politisation grandissante, en partant des entretiens réalisés avec des acteurs locaux à Maluku. Cette situation de politisation tend actuellement à exacerber les conséquences du conflit dans la ville de Kinshasa notamment sur la sécurité alimentaire à moyen terme et sur le cadre socio-psychologique de la prise en charge des rescapés de ce conflit ainsi que des déplacés.

Au cours des entretiens réalisés dans la commune de Maluku, il ressort que les milices « Mobondo » sont actuellement mises en cause dans diverses exactions signalées aux alentours de la ville de Kinshasa.

À travers cette étude, nous chercherons à comprendre l'origine du conflit, son extension à d'autres régions, ses implications politiques, les actions des autorités pour le contenir, les conséquences sur la ville de Kinshasa et les besoins humanitaires qui en découlent. L'objectif ultime de ce travail est d'offrir une vision approfondie des multiples facettes de ce conflit complexe, mettant en lumière les opinions et expériences des communautés touchées. En analysant ces témoignages, nous espérons contribuer à la compréhension des enjeux sous-jacents, tout en

offrant des perspectives sur les actions nécessaires pour résoudre cette crise et bâtir des bases durables pour la paix et la cohésion sociale.

Le présent rapport éclaire les grandes lignes ci-après :

- ***Contexte et origines du conflit à Kwamouth***

Le conflit à Kwamouth prend racine dans des tensions liées aux redevances coutumières foncières et agricoles, créant un antagonisme entre les tribus Téké et Yaka. Les Bayaka, initialement locataires des terres, ont vu une augmentation substantielle des prix imposés par les propriétaires des terres (en majorité Téké, détenteurs de l'autorité coutumière). Cette situation a entraîné des revendications, exacerbant les différences entre les deux tribus et conduisant à des affrontements violents. Le point de départ de ces hostilités est crucial pour comprendre comment le conflit s'est propagé.

- ***Propagation des conflits et impact intraprovincial et régional***

Les conséquences du conflit ont dépassé les frontières de Kwamouth, touchant les autres territoires de la province de Mai-Ndombe, la province de Kwango et la province de Kwilu. Les Teké se sont placés plus vers Maluku dans le plateau de Bateké où ils espéraient plus de sécurité une fois à côté des leurs dans une zone majoritairement Teke. Les milices Yaka, se faisant appeler « Mobondo », ont poursuivi les Ba-Téké, à travers différentes localités, provoquant des déplacements massifs de populations. Cette propagation a exacerbé la crise humanitaire à Maluku, où une affluence importante de déplacés a créé des problèmes socio-économiques, alimentaires, et sécuritaires.

- ***Dimension politique du conflit***

Des entretiens pointent vers des "mains noires" opérant dans l'ombre, suggérant une possible politisation du conflit. Certains témoignages font état de la présence de rebelles étrangers à Kwamouth, soulignant une dimension politique qui contribue à l'ampleur du conflit. La question de l'implication de forces extérieures soulève des inquiétudes quant à la complexité de la situation et à la nécessité d'une réponse

adaptée. Reste à savoir ce qu'ils appellent force étrangère qui du reste prête à confusion.

- ***Réponse des autorités et besoins urgents***

Les autorités locales et nationales ont réagi en envoyant des soldats pour rétablir la paix, mais les entretiens soulignent la nécessité d'une intervention plus large et plus adaptée au terrain. Les besoins urgents comprennent la garantie de sécurité, le retour des déplacés dans leurs foyers avec la reconstruction de leurs maisons, et un soutien agricole pour restaurer les moyens de subsistance. Les conséquences socio-économiques à Maluku, telles que la hausse des prix et la perturbation du tourisme, nécessitent une attention immédiate.

- ***Perspectives d'avenir et solutions durables***

Les répondants offrent des perspectives diverses sur la résolution du conflit. Certains suggèrent la séparation des communautés pour éviter de futurs conflits, tandis que d'autres préconisent des dialogues entre les chefs tribaux pour parvenir à un accord. Les solutions durables impliquent une intervention gouvernementale pour sécuriser les zones touchées, faciliter le retour des déplacés, et promouvoir le dialogue entre les communautés.

- ***Appel à l'aide internationale, nationale et locale***

Les entretiens mettent en lumière le besoin pressant d'une assistance internationale et locale. Les déplacés, vivant dans des conditions précaires, requièrent une prise en charge immédiate, notamment en termes de logement, d'alimentation, et de soins médicaux. Les organismes internationaux et nationaux sont appelés à coordonner leurs efforts pour apporter un soutien significatif.

Cette étude vise à offrir une compréhension approfondie de la crise entre les tribus Téké et Yaka en RDC, mettant en lumière les multiples dimensions du conflit et les besoins urgents des communautés touchées. À travers les témoignages recueillis, nous espérons contribuer à sensibiliser aux défis complexes de cette crise, encourager une réponse

coordonnée des acteurs nationaux et internationaux, et œuvrer vers des solutions durables pour restaurer la paix et la stabilité.

L'urgence de la situation et l'impératif d'une action coordonnée mettent en lumière la nécessité d'une intervention rapide et efficace des acteurs humanitaires et des instances gouvernementales. La suite de cette étude explorera en détail les entretiens avec les acteurs locaux. Leurs témoignages offrent des perspectives uniques sur les origines du conflit, ses implications étendues et les mesures nécessaires pour atténuer la crise actuelle. À travers ces entretiens, nous chercherons à élaborer des recommandations concrètes pour les actions à entreprendre, tant au niveau local que national, afin de restaurer la paix, garantir la sécurité des populations déplacées, et répondre aux besoins humanitaires pressants.

*Joël Baraka Akilimali et Janvier Koko Kirusha*



## 1.2. Problématique et objectifs de la Recherche

Depuis fin juillet 2022, la région de Kwamouth est le théâtre d'un conflit d'une intensité marquante opposant les communautés Teke et Yaka. Cette crise trouve son origine dans des tensions autour des redevances coutumières sur le foncier, exacerbées par des enjeux socio-économiques et politiques. La détérioration soudaine de la situation humanitaire et sécuritaire a engendré des pertes en vies humaines, des déplacements massifs, des violations des droits humains, ainsi que des destructions matérielles considérables. Le conflit, initialement caractérisé comme Teke-Yaka, révèle une complexité sous-jacente, impliquant également d'autres ethnies représentées dans les zones des conflits telles que les Lunda, Suku, etc. Un acteur religieux de Kenge explique : « ... *Oui, il y a d'autres groupes ethniques impliqués dans ce conflit. Il s'agit des Suku, Mbala et tous les autres groupes ethniques possédant des terres au plateau des Batékés dont les Yansi, qui au début se sont alignés du côté Teké pour combattre les autres intervenants au plateau de Bateke* ». Les milices, notamment les "Mobondo", se sont organisées, étendant progressivement leur influence au-delà de Kwamouth, touchant les provinces environnantes du Maï-Ndombe, du Kwilu, du Kwango, et même la Ville Province de Kinshasa. Cette expansion géographique est alimentée par la convoitise des terres et des ressources naturelles de ces régions<sup>2</sup>.

Les forces de sécurité congolaises, telles que les FARDC, la garde républicaine (GR) et le groupe mobile d'intervention (GMI), ont été mobilisées pour mener des opérations militaires et procéder à des arrestations. Des barrières militaires ont été érigées sur les principaux axes routiers, indiquant une réponse gouvernementale visant à contenir la propagation du conflit. Au-delà de Kwamouth, en juin 2023, le conflit a étendu son emprise jusqu'à la partie méridionale de la province du Kwango (ZS de Boko et de Popokabaka), suggérant une

---

<sup>2</sup> CARITAS-Reliefweb, « Synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire au Plateau des Bateke dans les ZS de Kwamouth, Maluku I et II Mai à juillet 2023 » disponible sur <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/synthese-sur-la-situation-securitaire-et-humanitaire-au-plateau-des-bateke-dans-les-zs-de-kwamouth-maluku-i-et-ii-mai-juillet-2023>, publié le 20/07/2023.

complexification du conflit dans des territoires précédemment touchés sans pour autant affaiblir son intensité. Cette situation soulève des interrogations sur les origines profondes du conflit, ses ramifications multidimensionnelles et les implications potentielles pour la stabilité régionale. La présente recherche vise à explorer ces aspects pour mieux comprendre la dynamique de cette crise et formuler des recommandations pertinentes pour des actions futures<sup>3</sup>.

Le conflit entre les tribus Téké et Yaka à Kwamouth, s'étendant dans les provinces de Kwilu, de Kwango et à Kinshasa affecte gravement la région de Maluku dans le nord et l'est de la ville de Kinshasa, dégageant à cet effet une problématique complexe et multidimensionnelle dans un contexte qui va-delà de l'origine du conflit.

En effet, plusieurs éléments contribuent à la complexité de la situation, engendrant des questionnements essentiels qui sont au cœur de la présente recherche qui se propose de répondre à la question principale : « Comment expliquer l'escalade du conflit entre les Tékés et les Yaka, initialement lié à des questions foncières à Kwamouth, pour atteindre des proportions régionales, créant des répercussions socio-économiques significatives à Maluku et au-delà ? »

Cette question principale engendre, dans le contexte de Maluku, des sous-problématiques qu'on peut résumer à 5 niveaux d'analyses interrogatives.

En premier lieu, les origines et les dynamiques du conflit entre les Batékés et les Bayaka. Il s'agit en particulier d'identifier les facteurs historiques, sociaux et économiques à l'origine du conflit initial à Kwamouth, et comment ces éléments ont évolué pour englober d'autres régions, en particulier Maluku.

En deuxième lieu, l'analyse des influences externes et des acteurs cachés pose la nécessité de comprendre dans quelle mesure des influences externes, notamment l'hypothèse de la politisation des

---

<sup>3</sup> CARITAS-ReliefWeb, *ibid.*

« milices Mobondo » a-t-elle contribué à l'intensification du conflit ?  
Quels sont les mécanismes par lesquels ces influences opèrent ?

En troisième lieu, l'opportunité d'étudier les impacts humanitaires et socioéconomiques à Maluku : Quelles sont les conséquences du conflit sur les populations locales à Maluku en termes de déplacements, de perturbations économiques et sociales, et comment ces impacts se manifestent-ils au quotidien ?

En quatrième lieu, l'analyse des actions autorités et l'efficacité des mesures prises : comment les autorités locales et nationales ont-elles réagi face au conflit ? Les mesures prises ont-elles été efficaces pour contenir la violence et atténuer les effets sur les communautés locales à Maluku ?

En cinquième lieu enfin, l'urgence d'identifier des perspectives de résolution durable du conflit : quelles solutions pourraient être envisagées pour résoudre le conflit de manière durable, prendre en compte les dimensions politiques, culturelles et économiques, tout en assurant la reconstruction sociale et économique de la région ?

Cette problématique complexe nécessite une approche holistique pour comprendre les causes profondes du conflit, identifier les acteurs clés, évaluer les impacts locaux, et formuler des recommandations pratiques pour instaurer la paix et la stabilité dans la région de Maluku.

### **1.3. Présentation des lieux d'étude**

#### ***1.3.1. Territoire de Kwamouth comme lieu du conflit initial***

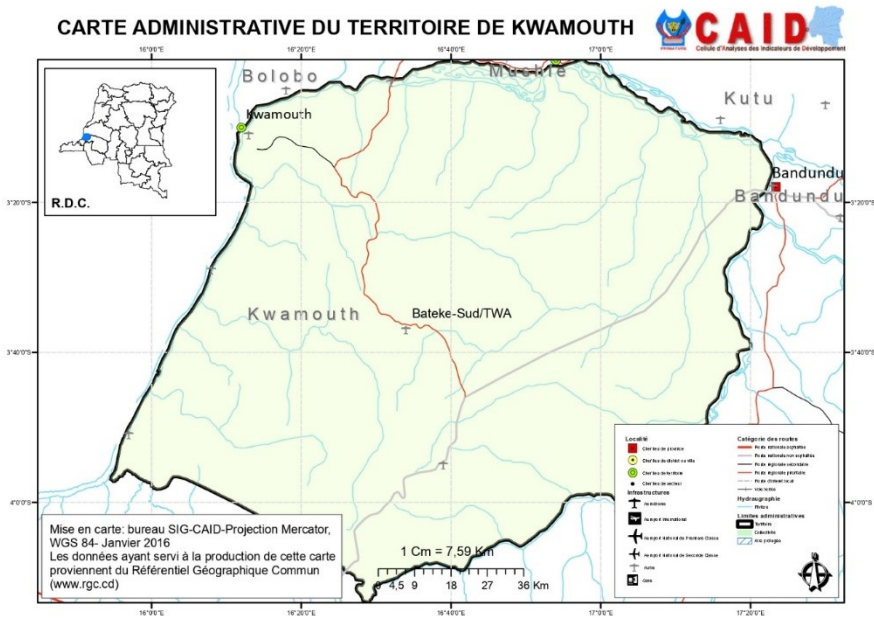
Le territoire de Kwamouth est situé dans la nouvelle province du Maindombe créé en 2015 à l'issue du nouveau découpage territorial ayant démembré l'ancienne province du Bandundu.

Avec une superficie de 13 945 km<sup>2</sup>, le territoire de Kwamouth est compris entre 1° 55' 30,4'' de longitude sud et 18° 17' 30,1'' de longitude est. Il est limité :

- au nord par les territoires de Bolobo et de Mushie ;
- au sud par la commune de Maluku dans la ville de Kinshasa ;

- à l'est par la ville de Bandundu ;
- à l'ouest par la République du Congo dont le fleuve Congo constitue la frontière<sup>4</sup>.

« Kwamouth » est un nom composé du mot « kwa », qui signifie rivière, et du mot « mouth », qui désigne la « bouche ». Kwamouth veut dire l'entrée de la rivière Kwa. Kwamouth devint un centre extracoutumier le 9 mai 1936. Ce statut fut transformé en cité indigène le 30 janvier 1948 Mais le 28 octobre 1958, le statut de cité lui fut retiré. C'est longtemps plus tard, par l'ordonnance présidentielle n° 090-046/1990 du 12 février 1990, que cet ancien poste d'État accéda au statut de chef-lieu de territoire. Le territoire de Kwamouth est habité par le peuple teke<sup>5</sup>.



Source : CAID (Cellule d'Analyse des Indicateurs de développement), 2016.

<sup>4</sup> Jean Omasombo Tshonda, *Mai-Ndombe : Mosaïque de peuples établie sur un patrimoine naturel*, éditions du MRAC, Bruxelles, 2019.

<sup>5</sup> Jean Omasombo Tshonda, op.cit.

### *1.3.2. Commune de Maluku comme lieu d'étude des conséquences du conflit initial*

La commune de Maluku est urbaine parce qu'elle fait partie intégrante de la ville de Kinshasa mais à caractère rural et à vocation agricole. Outre ses 19 quartiers administratifs déjà existants et 15 autres en création, la commune de Maluku dispose de 10 groupements coutumiers et de 7 sous-groupements. Cela va sans dire que la majorité de la population de Maluku est paysanne vivant essentiellement de l'agriculture, la pêche artisanale et l'élevage ; la chasse est amoindrie à cause de la destruction de la forêt par les fabricants des braises (...) La commune de Maluku couvre à elle seule plus ou moins 80% de la superficie globale de la ville province de Kinshasa, 20% pour les 23 autres communes de la capitale. Avec une Superficie 7 948,8 km<sup>2</sup> et située sous les coordonnées : 4° 27' 41" Sud, 16° 04' 43" Est ; la commune de Maluku est limitée comme suit<sup>6</sup> :

- À l'Est : par les territoires de Kwamouth et de Kenge ainsi que la rivière Kwango en amont, jusqu'à son confluent avec la rivière NKOLE ;
- À l'Ouest : par la commune de la N'sele, de la source de la rivière Funkiene, une ligne droite la reliant au repère de canevas reporté en coordonné 52/10. Suivie d'une ligne droite Nord-Sud jusqu'à son confluent avec la rivière LUO. Et, en aval, de la rivière LUO jusqu'au confluent des rivières N'sele et BWA qui sépare notamment la commune de Maluku à celle de la N'sele ;
- Au Nord : par le majestueux fleuve Congo, de son point proche de l'embouchure de la rivière NKAO dans le fleuve Congo jusqu'au méridien du fleuve Congo avec la rivière Mai-Ndombe (black rivers) ;
- Au Sud : par les territoires de Kimvula et Kasangulu dans la province du Bas-congo : partant du confluent de la rivière

---

<sup>6</sup> KIMOSI-NEWS, « La Commune de Maluku couvre à elle seule plus ou moins 80% de la superficie globale de la ville province de Kinshasa » disponible sur <https://kimosinews.wordpress.com/2016/07/03/la-commune-de-maluku-couvre-a-elle-seule-plus-ou-moins-80-de-la-superficie-globale-de-la-ville-province-de-kinshasa/> , publié le 2/7/2016, consulté le 25/1/2024.

NKOLE, une ligne droite joignant (le confluent des rivières Mbeté et Lumène).

Il est indiqué que « dès l'époque coloniale, on identifie déjà les premiers différends fonciers à Maluku entre Kingakati (Bateke-Nord) et Mikonga (Bahumbu). Les différends portaient particulièrement sur le morcellement des villages et étaient portés devant les tribunaux indigènes ou bénéficiaient de la contribution des chefs coutumiers qui réussissaient souvent à obtenir le retour des déplacés vers leurs villages d'origine (...) Au moment de la création de la ville de Kinshasa, Maluku n'est qu'un poste de territoire dépendant du territoire de Kasa-Ngulu. Il était composé de la chefferie de Mbankana et du secteur des Bateke Kingakati dont le chef se trouvait à Kingakati même. A cette époque, la commune disposait déjà de neuf groupements traditionnels. Après l'accession à l'indépendance, ce qui était considéré à l'époque comme le port intérieur de Maluku deviendra la 24<sup>ème</sup> commune de la ville de Kinshasa par le biais de l'ordonnance numéro 068-024 du 20 février 1968. Une année plus tard, Maluku devint « une entité administrative décentralisée dont les limites seront fixées par l'arrêté ministériel n° 69-042 du 25 janvier 1969 » La commune de Maluku est la plus vaste de toutes les contrées urbaines de la ville de Kinshasa, soit près de 8 000 km<sup>2</sup> (80% du territoire) »<sup>7</sup>.

### ***1.3.3. Contextualisation du conflit dans l'ancienne province de Bandundu***

L'ancienne province du Bandundu province du Bandundu dont faisait partie le Maindombe s'est vue éclatée en trois provinces lors du découpage dont celle de Maindombe, celle de Kwilu et celle de Kwango. Le conflit est parti de l'une la province de Maindombe (Kwamouth) avec des répercussions sur les deux autres provinces issues de l'Ex Bandundu (Kwilu et Kwango). Une brève contextualisation de

---

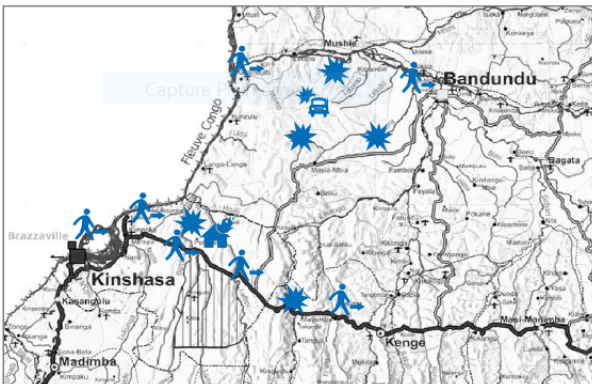
<sup>7</sup> Krossy MAVAKALA, Gouvernance territoriale et délivrance des services publics dans la commune périurbaine de Maluku à Kinshasa (République Démocratique du Congo), Thèse de doctorat en cotutelle, ERAIFT-Université de Liège, 2019.

ce qui fut cette province permettrait à la présente étude de lieux situer ses analyses.

En effet, la Province du Bandundu est située entièrement dans la partie Sud-Ouest du Pays. Elle s'étend donc entre le 1er et le 8ème degré de latitude Sud et du 16ème au 21ème degré de longitude Est. Cet espace couvre 295.658 km<sup>2</sup> de superficie soit 12,6% du territoire national et se constituant ainsi la 4e Province de la République par ordre relatif de grandeur. Elle est limitée<sup>8</sup> :

- au Nord par la Province de l'Equateur ;
- au Sud par la République Populaire d'Angola avec laquelle elle partage 1.200 Km de frontière ;
- à l'Est par la Province du Kasai-Occidental ;
- à l'Ouest par la Province du Bas-Congo et la République du Congo-Brazza avec laquelle elle partage 345 Km de frontière.

Ainsi, le conflit né à Kwamouth se présente comme suit dans l'ancienne carte du Bandundu :



Carte de la région couverte par le rapport et indiquant les principales zones des incidents et de déplacement :

-  Incendie de villages
-  Attaques de véhicule
-  Attaques armées
-  Présence de déplacés

**Source :** CARITAS-Reliefweb, « Synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire au Plateau des Bateke dans les ZS de Kwamouth, Maluku I et II Mai à juillet 2023.

<sup>8</sup> Congovirtuel, « Bandundu », disponible sur [https://www.congovirtuel.com/page\\_province\\_bandundu.php](https://www.congovirtuel.com/page_province_bandundu.php), consulté le 25/01/2024.

## 2. Revue de la littérature

### 2.1. Cadrage théorique général

Le conflit entre les Tékés et les Yaka (aussi bien dans son espace originel de Kwamouth qu'à Kinshasa) demeure faiblement documentée dans la littérature scientifique à ce jour. Bien que dénué de littérature spécialisée, ce conflit s'ancre dans un contexte plus large et complexe, impliquant des dynamiques territoriales, ethniques et politiques qu'il importer d'éclairer. Cette revue de littérature vise ainsi à contextualiser le conflit entre Tékés et Yaka en se basant sur des sources générales reflétant la diversité des enjeux dans une lecture plus contextuelle, étant donné la faible littérature spécialisée sur ce conflit à ce jour.

#### *2.1.1. Un conflit situé dans la construction territoriale sous le format de l'ethnicité en RD Congo (cas de Kinshasa et ses périphéries)*

Dans son étude datant de 2009, Jean-Claude Bruneau scrute la complexité de la construction territoriale en République Démocratique du Congo (RDC). Son analyse met en évidence la mosaïque ethnique qui caractérise le pays, avec un accent particulier sur la fusion des peuples à Kinshasa. La capitale, bâtie en territoire teke, devient le creuset d'un syncrétisme culturel où différentes communautés congolaises se côtoient. Bruneau souligne que l'identité kinoise, ancrée dans l'usage du lingala, parvient partiellement à échapper aux schémas ethnocentriques qui marquent d'autres régions du pays. Cependant, il met en garde contre la complexification des dynamiques politiques qui entrelacent les relations entre les diverses communautés, créant ainsi un contexte sociopolitique délicat. Dans le contexte particulier de la Ville de Kinshasa et ses périphéries, Bruneau note ce qui suit :

« ...la capitale congolaise Kinshasa a désormais rang de province. Bâtie surtout en territoire teke, elle a mêlé de longue date en un vrai syncrétisme les divers peuples du pays – même si les « originaires » des régions limitrophes (les Kongo surtout, les Yaka, et d'autres) y restent sans doute majoritaires. Cette identité kinoise (appuyée sur l'usage du lingala) fait que la capitale échappe assez largement au schéma ethnocentrique. Mais elle fut



aussi le pivot du système mobutiste, d'où ses rapports ambigus avec l'actuel pouvoir d'État, comme avec les gens de l'Est (swahiliphones) censés être ses soutiens, et dont le poids relatif s'est ici accru (...). L'ex-Bandundu, vastes plateaux de l'arrière-pays oriental de Kinshasa, est scindé en trois provinces. Au sud, le Kwango n'est que maigrement occupé par les Yaka (héritiers d'un ancien royaume), les Pelende et les Suku. Au centre, le Kwilu est bien mieux peuplé : marqueterie de groupes entremêlés, où s'affirment notamment les Pende, les Mbala, les Yanzi et les Mbun. La ville majeure est Kikwit, longtemps pépinière d'intellectuels, qui redevient chef-lieu de province aux dépens de Bandundu (ville) ; du coup celle-ci revendique un rôle similaire dans le Maï-Ndombe limitrophe. Pour multiethniques qu'ils soient, Kwango et Kwilu, unis par l'usage véhiculaire du kikongo, ont une identité bien marquée, presque commune : le temps des guerres civiles, qui ensanglantèrent la région après l'indépendance, paraît oublié. Le Maï-Ndombe, plus au nord, est bien distinct. Son peuplement, composite et diffus, inclut côté fleuve les Teke, présents au Congo-Brazzaville et même au Gabon ; mais ici leur district des Plateaux, de création récente, semble voué à disparaître<sup>9</sup> »<sup>10</sup>.

L'étude récente d'Oxford Analytica publiée en 2022 expose une situation de tension persistante à Kwamouth, malgré les interventions politiques nationales et internationales visant à apaiser les conflits. L'instabilité demeure, amplifiée par plusieurs facteurs. D'abord, le risque de partialité des forces de sécurité congolaises, initialement en faveur des Tékés, crée des déséquilibres dans le traitement des parties en conflit. De plus, les manipulations politiques locales accentuent les clivages, compromettant ainsi les tentatives de résolution du conflit. La

---

<sup>9</sup> Il y a lieu de se demander si l'auteur pose ici le débat prémonitoire de la disparition des Plateaux des Batéké au sens coutumier du terme ? Si le District des Batékés a été intégré dans la nouvelle province de Mai-Ndombe, le fait que les populations Yaka soumises à l'autorité contestée des chefs Tékés (Batékés) ce qui a enclenché le conflit Téké-Yaka depuis Kwamouth jusqu'à son expansion dans toute la région (Kwilu et Kinshasa, voire Kwango) démontre à juste titre la pertinence de l'affirmation de Bruneau.

<sup>10</sup> Jean-Claude Bruneau, « Les nouvelles provinces de la République Démocratique du Congo : construction territoriale et ethnicités », *L'Espace Politique* [En ligne], 7 | 2009-1, mis en ligne le 30 juin 2009, consulté le 22 janvier 2024. URL: <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1296>; DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.1296>).

situation à Kwamouth sert de rappel poignant des défis persistants dans la gestion des tensions interethniques en RDC<sup>11</sup>.

Dans leur étude de 2019, Diaw et Franks explorent l'impact de l'origine ethnique sur les flux interprovinciaux en RDC, mettant en lumière la continuité ethnique entre les Anamongo de Mai-Ndombe et d'autres provinces. La notion de peuples Téké et Yaka en tant qu'autochtones de Kinshasa souligne leur rôle central dans la dynamique migratoire de la ville. Les liens culturels, facilités par des facteurs tels que le système fluvial, la proximité géographique de la ville, et les langues communes comme le lingala et le kikongo, renforcent le statut de Kinshasa en tant que lieu d'attraction pour les populations de Mai-Ndombe, du Kwilu et du Kwango. Ainsi, cette étude met en relief l'importance des affiliations ethniques dans les mouvements de population et les interactions économiques entre les provinces de la RDC limitrophes de la ville de Kinshasa dans sa partie nord et est<sup>12</sup>.

### ***2.1.2. Un conflit qui s'analyse dans les problématiques judiciaires et foncières en RDC autour des dysfonctionnements institutionnels***

Une étude publiée en 2022 offre un regard perspicace sur les enjeux judiciaires permettant de mieux comprendre le contexte institutionnel et administratif dans lequel est né le conflit entre les Tékés et les Yaka à Kwamouth. La recherche met en évidence un dysfonctionnement systémique au sein de l'administration judiciaire à Kwamouth, révélant une série de problèmes graves. La question du faible nombre des magistrats (un seul magistrat de carrière pour tout le territoire de Kwamouth) et l'illégalité des détentions se profile comme un élément central, exposant un défi majeur dans la protection des droits individuels. Les chercheurs soulignent également les pratiques

---

<sup>11</sup> : Oxford Analytica (2022), "Kwamouth unrest underscores Congo local conflict risks", Expert Briefings. <https://doi.org/10.1108/OXAN-DB273639>, consulted, 22/01/2024.

<sup>12</sup> Diaw, Mariteuw Chimère, and Phil Franks. "Production alimentaire, expansion agricole et déforestation au Mai-Ndombe, RDC." London: IIED Working document. <http://pubs.iied.org/17652FIIED> (2019).

arbitraires qui prévalent, jetant ainsi une lumière crue sur la vulnérabilité des justiciables et la nécessité pressante de réformes judiciaires dans la région. Ces conclusions mettent en évidence l'urgence de remédier aux lacunes structurelles dans le système judiciaire pour garantir une administration équitable de la justice et restaurer la confiance des communautés locales. Ainsi écrivent-ils : « Actuellement, il existe un magistrat du parquet. Il arrête, mais les détenus souffrent de leur liberté parce que les détentions sont illégales. Par manque d'information, les justiciables ignorent leurs droits et payent les amendes arbitrairement pour recouvrer leur liberté. Et aussi, il perçoit les amendes en classant les dossiers sans suite pour s'approprier la caution versée par les justiciables »<sup>13</sup>.

Par ailleurs, le conflit de Kwamouth et son expansion à Kinshasa peut s'analyser à partir de la littérature sur les luttes foncières à Kinshasa. L'étude de Wagemakers et son équipe publiée en 2009 expose les tensions foncières palpables à Kinshasa, mettant en lumière les affrontements entre les tribus Humbu et Téké. Cette recherche offre une perspective incontournable sur les dynamiques de gouvernance de la terre agricole urbaine, révélant comment les identités coutumières jouent un rôle prépondérant dans la définition des droits fonciers. Les auteurs illustrent comment les différences entre les tribus Humbu et Téké ne sont pas simplement des constructions historiques, mais des forces actives dans les conflits fonciers contemporains. Les tensions exacerbées par des mariages mixtes au fil du temps créent des nuances dans la manière dont les tribus revendiquent et exercent leur autorité sur la terre. Cette étude souligne la nécessité de politiques foncières plus inclusives et d'une gouvernance équilibrée pour atténuer les conflits liés à la terre à Kinshasa et prévenir d'éventuelles escalades de violence. En outre, elle met en évidence la complexité des enjeux fonciers dans le contexte urbain de Kinshasa, où l'urbanisation rapide et l'étalement de

---

<sup>13</sup> Nsele, Mfesaw, Ewusu Losengitia, and Nsengambo Mbokolo. « Dysfonctionnement de l'administration judiciaire de la province du Maï-Ndombe. » *Mouvements et Enjeux Sociaux* 122 (2022): 166-173.

la ville s'entremêlent avec des revendications coutumières séculaires, générant ainsi une toile complexe de défis fonciers<sup>14</sup>.

### ***2.1.3. Conflit situé dans la survivance de l'autorité traditionnelle à Kinshasa entre gestion politique des conflits coutumiers et dissonance liée à la modernité administrative***

L'étude de Sangu publiée en 2021 scrute le rôle central des autorités traditionnelles à Kinshasa, mettant en lumière une collaboration historique entre les présidents Kabila et les chefs locaux dans des projets fonciers dans le domaine de Kingakati. Cette alliance entre les autorités coutumières et le pouvoir central sous Joseph Kabila dans l'acquisition de son domaine privatif de Kingakati souligne la complexité des relations politiques et coutumières dans la capitale congolaise. L'auteur explore comment ces collaborations ont influencé la gestion politique des conflits, soulignant l'importance des chefs traditionnels dans la résolution des tensions locales tout en soulignant les possibles implications politiques et sociales de telles collaborations. Ainsi note-t-il : « sous le régime de Kabila fils (2001-2019), la collaboration avec les chefs locaux aurait conduit à l'achat par le président d'une ferme à Kingakati pour son usage personnel. Kingakati pour son usage personnel. Dans les deux cas, des emplois agricoles ont été créés pour les locaux (...) Malgré ces difficultés, le gouverneur de la province de Kinshasa a désigné six membres de la commission d'arbitrage de l'ANATC pour traiter les litiges coutumiers. De nombreux cas ont été entendus et deux cas récents peuvent être cités à titre d'exemple. Le premier cas concernait des litiges dans le clan Kingakati à Maluku et le second, dans le clan Mikondo à N'sele. L'affaire Kingakati concernait le chef héréditaire Mudi Ferdinand et le chef autoproclamé Munkani qui, n'étant pas un successeur légitime, a été démis de ses fonctions. De même, le litige Mikondo concernait le chef héréditaire Ndola Luzayadio et le prétendant, le chef autoproclamé

---

<sup>14</sup> WAGEMAKERS, Inge, MAKANGU, DIKI O., et DE HERDT, Tom. « Lutte foncière dans la ville: gouvernance de la terre agricole urbaine à Kinshasa ». *L'Afrique des grands lacs : annuaire*, 2009, vol. 2010, p. 175-200

Moba Embama »<sup>15</sup>. Il ressort de cette lecture le constat que les acquisitions foncières faites par le président Joseph Kabila ont des germes de contestation qui peuvent avoir des connexités avec le conflit actuel entre Tékés et Yaka à Maluku en particulier.

Mutach Yav dans une étude de 2017 se penche sur l'évolution de l'identité et de la territorialité à Kinshasa à travers l'étalement urbain. L'auteur analyse l'occupation de l'espace dans la ville, mettant en évidence la diversité des anciens villages intégrés dans le processus d'extension de la ville. Il souligne l'hétérogénéité de l'espace occupé par la population Téké ou Humbu, remettant en question l'influence continue des autorités traditionnelles sur une population de plus en plus diversifiée. La recherche examine comment ces identités coutumières persistent et s'adaptent dans un contexte urbain en constante évolution, contribuant ainsi à la compréhension de la dynamique complexe entre identité, territorialité et urbanisation à Kinshasa. En outre, l'étude offre des perspectives sur la manière dont les anciens villages, intégrés dans la croissance de la ville, conservent ou modifient leur identité coutumière face à la diversité croissante de la population urbaine<sup>16</sup>. En identifiant les Tékés et les Humbu comme principales populations autochtones de Kinshasa, cette source permet de comprendre les contestations par des tékés des revendications sur la terre dans la commune de Maluku, étant donné que les Yaka (à l'instar d'autres peuplements de la ville) sont issus de l'immigration en provenance des provinces du Kwango en particulier. À ce sujet, les travaux de René Devisch, ont longtemps mis en lumière le processus de migration Yaka à Kinshasa et l'anthropologie de son intégration en milieu urbain<sup>17</sup>.

Dans sa thèse de doctorat, Krossy Mavakala Kalunseviko observe du point de vue du pouvoir que la cité de Maluku associe plutôt qu'elle

---

<sup>15</sup> Philippe Ibaka Sangu. "Traditional chiefs and traditional authority in Kinshasa". *Refractions of the National, the Popular and the Global in African Cities*, 2021, p. 59.

<sup>16</sup> Mutach Yav, R-N. (2017). L'étalement urbain et occupation de l'espace à Kinshasa. *Revue Traduction et Langues* 16 (1), 175-182.

<sup>17</sup> Devisch, René. "Frenzy, violence, and ethical renewal in Kinshasa". *Public culture* 7.3 (1995): 593-629.

n'oppose les différents niveaux et champs de pouvoir. En effet, dans ses enquêtes, il n'a pas observé une relation basée sur la conflictualité entre l'autorité administrative et l'autorité coutumière. Il a par contre observé des rapports de collaboration qui vont des chefs coutumiers vers le bourgmestre et inversement. Cela ne revient pas à dire qu'il n'y a pas observé de conflits dont l'une ou l'autre autorité susmentionnée ne fasse l'objet d'accusations. Des conflits basés sur la lutte pour le contrôle de la terre s'observent en effet mais entre acteurs « du dedans » et acteurs « du dehors ».<sup>18</sup>

#### ***2.1.4. Économie politique des conflits liés au foncier et aux ressources naturelles dans le Plateau des Batékés à Kinshasa***

L'étude de Reyniers, Vermeulen et Karsenty (2016) explore les risques liés au foncier dans les Plateaux des Batékés, mettant en avant les Possibilités d'Exploitation de Sols (PSE) impliquant les métayers. Cette approche, bien que visant à stimuler l'activité agricole, soulève des conflits potentiels avec les propriétaires fonciers. L'absence d'intérêt des propriétaires à clarifier les droits fonciers crée une dynamique complexe, exploitant le flou entourant les arrangements oraux pour tirer avantage du travail des métayers sans engagements formels. Cette situation souligne l'aspect économique des conflits fonciers, où les intérêts économiques des différentes parties contribuent à la perpétuation des tensions<sup>19</sup>.

L'article de Biayi, Mungu, et Bolaluembe (2022) se penche sur les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles dans le Domaine de Chasse et Réserve de Bombo-Lumene à Kinshasa. En soulignant que les conflits, qu'ils soient liés aux ressources naturelles ou fonciers, se résolvent localement par des voies coutumières, l'étude met en avant l'économie politique de la résolution des conflits. Les mécanismes

---

<sup>18</sup> Krossy MAVAKALA, Gouvernance territoriale et délivrance des services publics dans la commune périurbaine de Maluku à Kinshasa (République Démocratique du Congo), Thèse de doctorat en cotutelle, ERAIFT-Université de Liège, 2019.

<sup>19</sup> Reyniers, Camille, Cédric Vermeulen, and Alain Karsenty. « Les paysans sans terre et REDD+—les logiques locales face aux interventions internationales ». *Conjonctures Congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation*. Paris, L'Harmattan : 2016.

coutumiers pour la gestion des ressources naturelles deviennent essentiels, soulignant comment les communautés tentent de préserver leurs intérêts économiques et territoriaux en dehors des cadres légaux formels. Cette approche locale suggère une adaptation pragmatique face aux défis, avec des implications importantes pour la compréhension des dynamiques économiques et politiques au sein de ces conflits. S'agissant du quartier Mbankana (à Maluku, Kinshasa), les auteurs observent que « les conflits sur les ressources naturelles, et même fonciers, opposant les communautés entre elles ou ceux internes aux communautés se résolvent localement par les voies coutumières, et généralement sans avoir recours aux tribunaux de droit écrit »<sup>20</sup>.

---

<sup>20</sup> BIAYI, Gabin Mbikayi, MUNGU, Daniel Sifa Kwa, et BOLALUEMBE, Papy Claude. Conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles dans le Domaine de Chasse et Reserve de Bombo-Lumene en République Démocratique du Congo. *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, 2022, vol. 16, no 6, p. 2829-2840

## 2.2. Revue de presse autour des conflits entre Téké et Yaka à Kwamouth et leur expansion à Kinshasa : un essai chronologique des événements

Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
Août 2022	<p>« <i>Conflit Teke-Yaka à Kwamouth : 6 militaires et policiers tués</i> »</p> <p>Le conflit persistant entre les peuples autochtones Teke et les non originaires Yaka dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe) a atteint un nouveau pic de violence. Le 10 août, des non-originares armés en forêt ont attaqué une mission de désarmement déployée vers le village Ngambomi, tuant trois policiers et trois militaires. Le député national de Kwamouth, Guy Musomo, rapporte que les militaires envoyés pour désarmer les assaillants ont été pris en embuscade, entraînant un bilan de six morts du côté militaire. Face à cette escalade, Musomo appelle les autorités nationales, y compris le président, à prendre des mesures urgentes pour envoyer des renforts militaires de Maluku afin de rétablir l'autorité de l'État dans la région. Le député souligne l'urgence de la situation et demande une intervention immédiate pour contenir la gravité de la crise. Cinq personnes ont déjà perdu la vie dans des affrontements antérieurs entre les peuples Teke et Yaka le 3 août.</p>	Radio OKAPI <sup>21</sup>
Septembre 2022	<p>« <i>Ce qu'il faut savoir sur les violents affrontements entre Téké et Yaka en RDC</i> »</p> <p>Des violents affrontements entre les communautés Téké et Yaka, dans le territoire de Kwamouth en province de Maï-Ndombe, ont entraîné des dizaines de morts et forcé des milliers de personnes à se déplacer. Les conflits sont attribués à des tensions persistantes liées à un conflit foncier de longue date. Les Téké</p>	BBC-AFRIQUE <sup>22</sup>

<sup>21</sup> Radio Okapi, « Conflit Teke-Yaka à Kwamouth : 6 militaires et policiers tués », disponible sur <https://www.radiookapi.net/2022/08/11/actualite/securite/conflit-teke-yaka-kwamouth-6-militaires-et-policiers-tues>, consulté le 18 janvier 2024.

<sup>22</sup> Gaius Kowene et Pamela Amunazo, BBC Afrique, « Ce qu'il faut savoir sur les violents affrontements entre Téké et Yaka en RDC » disponible sur <https://www.bbc.com/afrique/articles/cj5qp2m4jevo>, consulté le 19 janvier 2024.



Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
	<p>accusent les Yaka de ne pas payer une redevance coutumière, entraînant des barricades et des attaques armées. Les autorités congolaises ont envoyé une délégation pour enquêter, révélant des craintes des Téké quant à une appropriation des terres par les Yaka. Les conséquences incluent des maisons incendiées, une perturbation de la production agricole, une flambée des prix alimentaires et le déplacement de quelque 35 000 personnes. Les réponses gouvernementales comprennent un renforcement militaire, des arrestations d'assaillants présumés et des initiatives humanitaires, mais des besoins persistants subsistent parmi les déplacés, soulignant l'urgence d'une assistance humanitaire plus étendue. La gouverneure de la province appelle à l'arrêt de la violence et exhorte à la résolution pacifique des différends.</p>	
Août 2022	<p>« <i>L'Église intervient dans le conflit Téké-Yaka</i> »</p> <p>Le territoire de Kwamouth, dans le sud-ouest de la RD Congo, est le théâtre de violents affrontements entre les communautés Téké et Yaka depuis plusieurs semaines. En réponse à ces conflits, les évêques de Kinshasa et de Kenge se sont rendus sur place pour rencontrer ces communautés et rechercher des solutions pacifiques. Le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa, a présidé une messe à Kwamouth, appelant à la prière pour la souffrance des deux communautés. Il a souligné que la crise découle de la soif de richesse, du péché, du pouvoir et de la possession matérielle. Dans le diocèse voisin de Kenge, l'évêque Mgr Jean-Pierre Kwambamba a rencontré les chefs coutumiers des peuples Yaka et Teke pour rechercher des voies de paix et plaider en faveur de l'assistance humanitaire pour les déplacés. Les affrontements ont déjà entraîné des morts et le déplacement de milliers de personnes, exacerbant les</p>	Vatican-News <sup>23</sup>

<sup>23</sup> Vatican-News, RD Congo : L'Église intervient dans le conflit Yaka et Téké, disponible sur <https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2022-09/rd-congo-l-eglise-intervient-dans-le-conflit-yaka-et-teke.html>, publié le 27/09/2023, consulté le 23/01/2024.

Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
	craintes des membres de la communauté Teke quant à la spoliation de leurs terres par les Yaka, avec l'Église s'opposant à cette escalade de violence.	
Novembre 2022	<p><b>« Propagation du conflit Teke-Yaka à Kinshasa : le ministre provincial de l'Intérieur et sécurité interpellé à l'APK »</b></p> <p>Le député provincial Papy Epiana Nzamu a posé une question orale avec débat au ministre provincial de l'Intérieur et sécurité de la ville de Kinshasa concernant l'insécurité dans la commune de Maluku. Il a souligné que le conflit meurtrier entre les communautés Yaka et Téké, qui sévissait déjà dans les provinces voisines de Maï-Ndombe et Kwango, a atteint la ville province de Kinshasa, avec des insurgés présumés Yaka attaquant deux groupements Téké, entraînant la mort de 16 personnes. Le député a demandé des informations sur les mesures prises par le ministre pour faire face à ces attaques, le bilan humain et matériel, ainsi que la politique sécuritaire pour empêcher la propagation du conflit dans la ville de Kinshasa.</p>	Politico.CD <sup>24</sup>
Avril 2023	<p><b>« RDC : le retour de la violence à Kwamouth suscite l'inquiétude »</b></p> <p>Le conflit entre les communautés Teke et Yaka dans la province du Maï-Ndombe en République démocratique du Congo (RDC) a repris après une brève accalmie, faisant au moins 300 morts au cours des dix derniers mois selon Human Rights Watch (HRW). Les violences, liées à des tensions coutumières et foncières, ont également entraîné la disparition de plus d'une centaine de personnes. Les affrontements impliquent des attaques à l'arme</p>	Afrikarabia <sup>25</sup> .

<sup>24</sup> Politico.CD, « Propagation du conflit Teke-Yaka à Kinshasa: le ministre provincial de l'Intérieur et sécurité interpellé à l'APK », disponible sur <https://www.dw.com/fr/cobflit-teke-yaka-rdc/audio-65627862>, publié le

<sup>25</sup> Africarabia, « RDC : le retour de la violence à Kwamouth suscite l'inquiétude », disponible sur <https://afrikarabia.com/wordpress/rdc-le-retour-de-la-violence-a-kwamouth-suscite-linquietude/>, publié le 06 /04/2023.

Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
	<p>blanche et des raids, provoquant la fuite de plus de 50 000 déplacés. Il existe une préoccupation croissante quant à une possible propagation des violences jusqu'à Kinshasa, la capitale, mettant en danger la stabilité de la région. HRW appelle le gouvernement à prendre des mesures urgentes pour protéger les civils, renforcer la sécurité, et traduire en justice les responsables des violences.</p>	
<p>Juillet 2023</p>	<p>« <i>Ouest de la RDC : en une année, la crise de Kwamouth a fait plus de 3 000 morts, plus de 150 000 déplacés et au moins 5 000 réfugiés (OCHA)</i> »</p> <p><b>Déclenchement des violences en juin 2022 :</b> Les violences ont commencé dans la province de Mai-Ndombe, puis se sont étendues aux provinces voisines du Kwilu, Kwango et aux environs de Kinshasa. Plus de 161 000 personnes ont été contraintes de fuir leurs villages, avec une partie se réfugiant en République du Congo voisin.</p> <p><b>Bilan humain et dégâts matériels :</b> Au moins 3 000 civils ont été tués et 337 blessés, avec une estimation sous-évaluée. Des structures sanitaires et écoles ont été détruites, affectant les services de santé et l'éducation. Les déplacés qui retournent trouvent souvent leurs maisons endommagées ou détruites, sans moyens financiers pour reconstruire.</p> <p><b>Impacts sur la santé et l'éducation :</b> Au moins 26 structures sanitaires et 50 écoles ont été détruites, entraînant des perturbations dans les services de santé et l'éducation des enfants. L'insécurité alimentaire a également augmenté, touchant économiquement la région où plus de 80% des déplacés vivaient de l'agriculture.</p> <p><b>Réponse humanitaire :</b> Les besoins urgents incluent la nourriture, les abris, les articles ménagers, l'accès</p>	<p>Actualité.CD<sup>26</sup></p>

<sup>26</sup> Actualité.CD, « Ouest de la RDC : en une année, la crise de Kwamouth a fait plus de 3 000 morts, plus de 150 000 déplacés et au moins 5 000 réfugiés (OCHA) » disponible sur <https://actualite.cd/2023/07/18/ouest-de-la-rdc-en-une-annec-la-crise-de-kwamouth-fait-plus-de-3-000-morts-plus-de-150> , publié le 18/07/2023, consulté le 25/01/2024.

Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
	<p>aux soins de santé et l'inclusion économique. Des agences des Nations Unies et des ONG ont fourni une assistance, mais les besoins dépassent la capacité des acteurs sur le terrain. Des fonds ont été alloués pour des projets humanitaires visant à fournir de la nourriture, des soins de santé, des abris et des services de protection. Des programmes de santé mentale sont également nécessaires en raison des traumatismes subis.</p>	
Août 2023	<p><b>« RDC : fuyant l'insécurité, des familles s'installent en République du Congo voisine »</b></p> <p>Suite aux violents conflits entre les communautés Téké et Yaka de juillet 2022 à juin 2023, des milliers de personnes ont fui le territoire de Kwamouth en RD Congo pour chercher refuge dans d'autres régions du pays ou en République du Congo. Gaëlle, une réfugiée, a abandonné sa ferme avec sa famille pour fuir ces violences. Elle vend maintenant du pain à Ngabé, espérant subvenir aux besoins de sa famille. Les conflits ont entraîné plus de 3 000 morts et déplacé environ 50 000 personnes. Gaëlle fait partie des 5 000 réfugiés en République du Congo, principalement dans la ville de Ngabé et 50 villages voisins.</p> <p>Les autorités locales, avec le soutien du HCR, ont organisé l'accueil des réfugiés sans établir de camps spécifiques. Des réfugiés ont construit 115 logements préfabriqués avec l'aide d'autres réfugiés ayant fui des violences en 2018. Malgré des ressources limitées, les communautés locales ont ouvert leurs portes aux réfugiés, favorisant leur intégration. Gaëlle et d'autres réfugiés cherchent du travail et ont accès à des services de base tels que la santé et l'éducation. Cependant, les services sociaux sont surchargés, nécessitant un renforcement pour répondre à la demande croissante. Les représentants locaux craignent des problèmes d'infrastructures en cas d'arrivée continue de réfugiés de la RD Congo, soulignant des défis liés à l'eau, aux soins de santé et à l'accès aux médicaments. Malgré</p>	UN-News <sup>27</sup> .

<sup>27</sup> UN-News, « RDC : fuyant l'insécurité, des familles s'installent en République du Congo voisine », disponible sur <https://news.un.org/fr/story/2023/08/1137337>, publié le 02/08/2023, consulté le 25/1/2024.

Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
	ces défis, les réfugiés soulignent qu'ils vivent en paix en République du Congo.	
Mai 2023	<p><b>« Des mains invisibles sanguinaires alimentent le conflit entre Teke et Yaka »</b></p> <p>Les évêques de la Province Ecclésiastique de Kinshasa déclarent que des "mains invisibles sanguinaires" de Kinshasa sont responsables du conflit dans la région de Kwamouth, à l'ouest de la République Démocratique du Congo (RDC). Le conflit, débuté en juin 2022, oppose les communautés Teke et Yaka sur des questions foncières. Les évêques affirment que des intérêts politiques et économiques occultes de certains individus, principalement originaires de Kinshasa, exacerbent le conflit. Ils appellent à la réconciliation et au dialogue entre les tribus, soulignant que le conflit a déjà provoqué l'exode de milliers de personnes. Les évêques exhortent les politiciens à servir l'intérêt national plutôt que des intérêts partisans.</p>	Agence Fides <sup>28</sup>
Mai 2023	<p><b>« Conflit entre Teke et Yaka aux portes de Kinshasa »</b></p> <p>L'article rapporte une attaque meurtrière survenue du vendredi 12 mai au samedi 13 mai dans le village de Batshongo, province du Kwango, en République démocratique du Congo. Au moins onze personnes ont été tuées, et la milice "Mobondo" de la communauté Yaka est accusée d'avoir perpétré ces meurtres, ciblant à la fois des civils et des soldats congolais. En réponse, un couvre-feu a été instauré pour faciliter la coordination des patrouilles mixtes entre l'armée et la police congolaise.</p>	Deutsche Welle <sup>29</sup>

<sup>28</sup> Agence Fides, « Des mains invisibles sanguinaires alimentent le conflit entre Teke et Yaka », disponible sur [https://www.fides.org/fr/news/73812-AFRIQUE\\_RD\\_CONGO\\_Des\\_mains\\_invisibles\\_sanguinaires\\_alimentent\\_le\\_conflit\\_entre\\_Teke\\_et\\_Yaka](https://www.fides.org/fr/news/73812-AFRIQUE_RD_CONGO_Des_mains_invisibles_sanguinaires_alimentent_le_conflit_entre_Teke_et_Yaka), publié le 23/05/2023, consulté le 23/1/2024.

<sup>29</sup> Nafissa Amadou, « conflit entre Teke et Yaka aux portes de Kinshasa », disponible sur <https://www.dw.com/fr/cobflit-teke-yaka-rdc/audio-65627862>, publié le 15/05/2023, consulté le 22/1/2024.

Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
	<p>Les violences intercommunautaires ont débuté en juin dernier dans le territoire de Kwamouth, province de Mai-Ndombe, opposant les communautés Teke et Yaka. Ces affrontements découlent d'un litige lié à une redevance coutumière et à l'accès à la terre. Gary Sakata, député national élu de Kwamouth, condamne une fois de plus cette recrudescence de violences et affirme que des missions ont été envoyées par l'Assemblée nationale dans le but de trouver une solution pacifique au conflit.</p>	
<p>Juillet 2023</p>	<p><b>« Conflit Teke-Yaka : 6 prévenus condamnés à mort pour tuerie et terrorisme »</b></p> <p>Six prévenus impliqués dans le conflit entre les ethnies Teke et Yaka dans la province de Maï-Ndombe, en République démocratique du Congo (RDC), ont été condamnés à mort par le tribunal militaire de Bandundu-Bagata-Maï-Ndombe. Ils étaient accusés de participation à un mouvement insurrectionnel, pillages et terrorisme, commis entre septembre et novembre 2022 dans plusieurs villages du territoire de Kwamouth. Les assaillants ont provoqué des déplacements massifs de population, tué des militaires et des civils. Le tribunal a également prononcé des acquittements et des actions publiques éteintes pour certains prévenus. Deux armes de type AK47, 50 munitions de guerre et diverses armes ont été confisquées. Ce verdict marque la clôture de l'instruction de la première vague des assaillants Mobondo, débutée le 14 décembre 2022. Les conflits entre les Tekes et les Yaka ont causé des centaines de morts, des milliers de déplacés et la destruction de nombreux villages depuis juillet 2022.</p>	<p>Agence Congolaise de Presse, ACP.<sup>30</sup></p>

<sup>30</sup> ACP, « Conflit Teke-Yaka : 6 prévenus condamnés à mort pour tuerie et terrorisme », <https://acp.cd/nation/conflit-teke-yaka-6-prevenus-condamnes-a-mort-pour-tuerie-et-terrorisme/>, publié le 17/7/2023, consulté le 20/1/2024.

Période	Événements / Actualités/ incidents rapportés	Médias / source
Janvier 2024	<p>« RDC : regain de tensions inquiétant dans le Mai Ndombe »</p> <p>Depuis la fin de décembre, de nouvelles attaques ont éclaté dans le territoire de Kwamouth, à plus de 300 km de Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC). Malgré l'annonce du gouvernement selon laquelle le calme était revenu, des incidents ont empêché les habitants de voter aux élections générales du 20 décembre, provoquant de nouveaux déplacements de population vers Kinshasa. Des membres de la milice Mobondo, se réclamant de l'ethnie Yaka, ont installé un checkpoint, taxé et tué des convoyeurs, entraînant la fermeture de la route par les autorités. L'armée est intervenue, mais les Mobondo ont attaqué les militaires à Masiambio, faisant douze morts parmi les militaires et deux parmi les forces de l'ordre. Un deuxième village, Mpuntie, a été attaqué, avec des rapports provisoires indiquant la mort de civils et des disparitions. Malgré le lancement d'une opération militaire, les causes du regain de violence restent inconnues. Le conflit foncier entre les communautés Teke et Yaka avait débuté en juin 2022, mais le gouvernement avait déclaré que le calme était rétabli. Les Mobondo, défenseurs autoproclamés des Yaka, étaient apparus en réponse à un rejet perçu par ces derniers à la suite d'une augmentation des taxes coutumières. La plupart des miliciens avaient été démobilisés l'été dernier, mais la raison du regain de violence actuel demeure incertaine.</p>	Deutsche Welle <sup>31</sup>
Mars 2024	Le vice-Premier ministre de l'Intérieur, Peter Kazadi, a présidé une réunion de sécurité le 12/02/2024, où les communautés Teke et Yaka se sont engagées à la paix	Radio Okapi <sup>32</sup>

<sup>31</sup> Paul Lorgerie, <https://www.dw.com/fr/rdc-regain-de-tensions-inqui%C3%A9tant-dans-le-mai-ndombe/a-67963636>, publié le 12/1/2024, consulté le 23/1/2024.

<sup>32</sup> Radio Okapi, « Kinshasa : les Teke et Yaka adoptent un acte d'engagement pour la paix », disponible sur <https://www.radiookapi.net/2024/03/26/actualite/securite/kinshasa-les-teke-et-yaka-adoptent-un-acte-dengagement-pour-la-paix>, consulté le 27/03/2024.

<b>Période</b>	<b>Événements / Actualités/ incidents rapportés</b>	<b>Médias / source</b>
	<p>après trois jours de travaux. Cet engagement a été annoncé par Peter Kazadi dans une vidéo sur son compte X, où des notables des deux communautés ont déclaré avoir enterré la hache de guerre. La signature de cet acte d'engagement devant le chef de l'État est prévue. Environ deux cents personnes, dont des chefs coutumiers et des notables des deux communautés, ainsi que des représentants de la Présidence et des provinces concernées par le conflit, ont participé à ces assises. Le conflit entre les communautés Teke et Yaka dans le territoire de Kwamouth, dans la province du Mai-Ndombe, autour des droits fonciers, a débuté en 2022 et s'est étendu à toute la province de l'ex-Grand Bandundu et aux environs de Kinshasa, entraînant des pertes humaines et le déplacement de milliers de personnes.</p>	



## 2.3. Revue des interventions humanitaires saillantes dans la région

### 2.3.1. Le réseau CARITAS et les services catholiques diocésains

Pour Caritas International Belgique (CI.be), la Commission Diocésaine Justice et Paix de l'Archidiocèse de Kinshasa (CDJP-ArchiKin), la Caritas Développement Kinshasa (CD-Kins), le Service de la Diaconie de l'Archidiocèse, la Caritas Congo ASBL et MAGNA, il est essentiel que les humanitaires puissent accéder aux populations affectées par des violences extrêmes. Ils plaident pour la mobilisation des autorités nationales et de la communauté internationale en vue d'aider ces populations. Les actions entreprises incluent des plaidoyers auprès d'organismes tels qu'OCHA, l'Ambassade de Belgique, la DG-ECHO et des obligataires publics pour améliorer l'accès humanitaire dans les zones en conflit. De plus, des efforts sont déployés pour mobiliser des bailleurs et partenaires financiers en faveur d'une réponse humanitaire multisectorielle. Des rencontres régulières avec les autorités civiles et militaires ont eu lieu, et la CDJP a transmis des demandes de sécurisation aux Vices Premiers Ministres de l'Intérieur et de la Défense. La CDJP informe également le public congolais sur la situation sous-médiatisée dans la région. Les priorités actuelles de plaidoyer incluent la protection des plus vulnérables, l'accès aux services de base, le signalement des violations des droits humains et du droit humanitaire international, un accès durable aux humanitaires dans les zones affectées, et la facilitation d'un dialogue ouvert et inclusif entre les communautés affectées<sup>33</sup>.

Le réseau CARITAS semble être le plus impliqué sur le terrain. Il a établi une cartographie des faits saillants parmi les plus représentatifs

---

<sup>33</sup> CARITAS-Reliefweb, « Synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire au Plateau des Bateke dans les ZS de Kwamouth, Maluku I et II Mai à juillet 2023 » disponible sur <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/synthese-sur-la-situation-securitaire-et-humanitaire-au-plateau-des-bateke-dans-les-zs-de-kwamouth-maluku-i-et-ii-mai-juillet-2023>, publié le 20/07/2023.

aussi bien à Kwamouth qu'à Maluku. De manière résumé ; ces faits saillants se présentent comme suit entre mai et juillet 2023<sup>34</sup> :

- Activisme persistant des assaillants de la milice Mobondo avec une vingtaine d'attaques en mai et juin 2023, entraînant plus de 90 décès et une dizaine de personnes disparues.
- Présence importante des militaires (FARDC, GR) et de la PNC menant des opérations sporadiques dans les 3 zones de santé, avec multiplication de barrières militaires entraînant des tracasseries pour les populations civiles.
- Déplacement progressif des habitants des villages attaqués ou menacés, caractérisé par une instabilité, des déplacements en fonction de la situation sécuritaire, par vagues successives, de manière épars et pendulaire.
- Conditions de logement des déplacés principalement en famille d'accueil ou dans des maisons louées, avec certains déplacés dormant à la belle étoile ou en brousse.
- Difficultés d'accès humanitaire dans les zones non contrôlées par les forces armées et la police, ainsi que sur les routes en raison de l'insécurité.
- Les ménages déplacés ont développé des moyens de subsistance tels que travaux journaliers, vente de produits de cueillette, développement d'activités économiques.
- Certains déplacés, en particulier les jeunes filles, se trouvent contraints à la mendicité ou à la prostitution pour survivre.
- Affaiblissement de la solidarité des communautés hôtes, mais certaines formes de soutien persistent.
- Dans les zones de Maluku I et II, incendies dans 46% des villages, 78% des écoles fermées en juin 2023, 26 centres de santé non opérationnels, difficultés d'accès aux soins médicaux et cas de VBG (Violences Basées sur le Genre) estimés à plus de 700 entre janvier et mai 2023.

---

<sup>34</sup> CARITAS-Reliefweb,ibid.

- Ruptures de médicaments de base, absence de personnel de santé, difficulté de référencement des cas médicaux vers l'UNHCR de Kwamouth en raison de l'insécurité routière.
- Cas suspects de rougeole dans les zones de Maluku I et Kwamouth, avec une campagne de vaccination nationale antipolio prévue pour fin juillet 2023, incluant potentiellement les vaccins contre la rougeole selon les autorités provinciales.

### ***2.3.2. Les interventions de l'OMS-OCHA-« Médecins d'Afrique » dans l'aire du conflit de Kwamouth***

Le projet humanitaire RA2 de juillet 2023 vise à répondre aux besoins critiques des personnes déplacées affectées par les conflits dans les provinces de Mai-Ndombe, du Nord-Kivu, de l'Ituri et de Tanganyika, en mettant un accent particulier sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) et les retournés. Mené par l'OMS, le projet s'étend sur une durée de 12 mois à partir du 15 août 2023, ciblant les zones de santé de Kwamouth, Kikongo-Fatundu, Boko et Popokabaka. Il vise à améliorer les soins de santé de base pour 62 000 personnes, dont des déplacés internes, des retournés et des familles d'accueil, en fournissant des médicaments, des kits sanitaires, des kits pour la malnutrition aiguë sévère (MAS), et en renforçant les capacités médicales. Le projet intègre également des initiatives multisectorielles en collaboration avec d'autres clusters tels que le WASH et la nutrition. Il prévoit une réponse rapide grâce à des intrants prépositionnés pour la fourniture de soins de santé, la préparation et la réponse à des maladies telles que la rougeole et le paludisme. Les bénéficiaires directs sont estimés à 62 000 personnes, avec des activités impliquant des partenaires locaux pour assurer la continuité des opérations après la période du projet.

Le projet adopte une approche multidimensionnelle en collaboration avec d'autres clusters, intégrant des aspects liés à la nutrition, la protection (notamment la prise en charge médicale des survivants de VBG), et l'EHA (Eau, Hygiène et Assainissement). Il cherche également à renforcer les capacités opérationnelles des leaders communautaires pour assurer la continuité des activités au-delà de la

période du projet. Avec une allocation budgétaire de 1 000 000 \$, le projet est prévu pour une durée de 12 mois, débutant le 15 août 2023 et se terminant le 14 juin 2024, avec une mise en œuvre effectuée en collaboration étroite avec les partenaires locaux pour garantir une réponse humanitaire efficace et coordonnée.

### ***2.3.3. Prospection des Médecins Sans Frontières « MSF » dans la zone du conflit***

Alessandra Giudiceandrea, cheffe de mission de Médecins Sans Frontières (MSF) en République Démocratique du Congo (RDC), partage son témoignage après plusieurs semaines passées dans les provinces du Mai-Ndombe et de Kwilu, touchées par des violences depuis le mois d'août. Elle note que les violences ont été déclenchées par un conflit foncier, évoluant en actes indiscriminés de violence, avec des attaques, des représailles, et des discours de haine. Alessandra souligne le choc ressenti face à l'ampleur des violences, avec des villages entiers brûlés et des habitants massacrés. En tant qu'humanitaires, leur rôle est de limiter les conséquences dramatiques de ces violences, mais les appels à accroître la réponse humanitaire n'ont pas été suffisamment entendus. Des pillages suivent régulièrement les attaques, laissant de nombreuses personnes déplacées ayant tout perdu. MSF a été la première organisation humanitaire à déployer des équipes sur le terrain, organisant des consultations médicales, transportant des patients gravement blessés vers Kinshasa, et fournissant un soutien vital malgré les défis logistiques. Alessandra souligne l'urgence d'une action rapide pour faire la différence dans une situation humanitaire critique<sup>35</sup>.

---

<sup>35</sup> MSF, « Violences dans le Mai-Ndombe et Kwilu : « le manque de réponse humanitaire soulève de sérieuses questions », disponible sur [Violences dans le Mai-Ndombe et Kwilu : « le manque de réponse humanitaire soulève de sérieuses questions » | MSF](#), consulté le 20/1/2024.

### **2.3.4. Analyse des interventions de « Cause rurale » avec l'appui d'ONU-FEMMES**

Les initiatives entreprises par « Cause Rurale », une ASBL locale témoigne des limites institutionnelles dans l'appui à ce conflit qui prend de l'ampleur mais qui est resté négligé dans l'appui humanitaire national et international. L'ASBL « Cause Rurale » a mené quelques interventions telles que le soutien aux déplacés avec des activités génératrices de revenus (AGR) et les plaidoyers qui reflètent une approche proactive pour répondre aux besoins immédiats et un plaidoyer pour des solutions à long terme. Les AGR contribuent à l'autonomisation économique des personnes touchées, tandis que les plaidoyers visent à influencer les politiques en faveur de la paix. Malheureusement, le constat du manque de moyens face à la gravité des problèmes souligne les défis opérationnels auxquels sont confrontées les organisations engagées dans la résolution du conflit telle que « Cause Rurale ». Les limitations financières peuvent entraver la mise en œuvre efficace des programmes et appellent à une mobilisation de ressources accrue pour répondre aux besoins croissants. Ainsi, déclare sa présidente : « *Cause Rurale vient en appui à certains déplacés avec les AGR puis on a fait l'assistance en vivre et on fait les plaidoyers. Mais on manque des moyens consistants face à la gravité des problèmes. On continue à se battre avec des moyens des bord via un projet de ONU-FEMMES avec le fond des femmes pour la paix humanitaire. On va appuyer 55 femmes et 55 jeunes filles dont 60 déplacés à Bandundu ville et Kenge* »<sup>36</sup>.

### **2.3.5. Analyse des interventions de l'Organisation des Femmes Solidaires pour la Paix et le Développement (FSPD) à Maluku**

L'initiative de l'Organisation des Femmes Solidaires pour la Paix et le Développement à Maluku représente une opportunité cruciale dans la gestion des conflits en cours. En se concentrant sur l'encadrement des femmes et la sensibilisation pour contrer les discours de haine, cette organisation aborde de manière stratégique les racines sociales et

---

<sup>36</sup> Entretiens à Kinshasa / Ndjili, décembre 2023.

culturelles du conflit. En effet, les femmes jouent souvent un rôle central dans la cohésion sociale et peuvent être des agents de changement clés. En les impliquant activement dans des initiatives de sensibilisation, l'organisation contribue à atténuer les tensions intercommunautaires en encourageant le dialogue et en promouvant la compréhension mutuelle. Cette approche holistique et axée sur le genre offre une opportunité unique de construire des ponts entre les communautés et de jeter les bases d'une paix durable, tout en renforçant le rôle des femmes dans le processus de résolution des conflits. L'Organisation FSPD (Femmes Solidaires pour la Paix et le Développement) a entrepris plusieurs actions significatives en réponse à la crise à Maluku. Tout d'abord, elle a mené des plaidoyers auprès des autorités compétentes, notamment en sollicitant le renforcement de la présence policière dans la région pour assurer la sécurité des habitants. En février 2023, suite à ces efforts de plaidoyer, une augmentation de la présence policière à Maluku a été observée. De plus, l'organisation a organisé des rencontres avec des représentants de la communauté locale et des chefs coutumiers pour comprendre les causes profondes du conflit et chercher des solutions consensuelles. Ces actions ont contribué à stabiliser la situation sécuritaire dans la région, bien que des défis subsistent. En outre, FSPD a identifié des besoins spécifiques des personnes déplacées et a plaidé en faveur d'une assistance humanitaire plus efficace, mettant en lumière la nécessité d'un soutien financier et logistique pour les déplacés, en particulier ceux qui ont perdu leurs moyens de subsistance<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

### 3. Méthodologie de la Recherche

#### 3.1. Présentation sommaire de la méthodologie

Cette étude repose sur une approche essentiellement qualitative, à partir des entretiens approfondis avec divers acteurs clés impliqués dans la crise sécuritaire et humanitaire en cours dans la région de Maluku consécutivement aux violents conflits éclatés en juillet 2022 dans le territoire de Kwamouth. L'objectif de ces entretiens a été d'obtenir des perspectives diversifiées et approfondies sur les origines du conflit, ses implications sociales, économiques et politiques, ainsi que sur les actions entreprises par les autorités et la société civile pour y remédier.

L'analyse dialectique a été mobilisée dans cette étude en tant que méthode d'investigation intellectuelle et conceptuelle pour explorer les contradictions, les tensions et les interactions dynamiques inhérentes au conflit entre les tribus Téké et Yaka. Cette approche, souvent associée à la pensée dialectique de Hegel et développée plus tard par Marx, consiste à examiner les processus historiques et sociaux à travers le prisme des conflits, des contradictions et des changements.

**Tableau 1. Analyse du conflit par la méthode dialectique**

<b>1. Analyses de l'origine du conflit à Kwamouth</b>		
<b>Thèse</b>	<b>Antithèse</b>	<b>Synthèse</b>
Tensions initiales autour des redevances foncières et agricoles à Kwamouth.	Revendications coutumières des Tékés jugées illégitimes sur les récoltes des Yaka. Influence des adeptes de l'église des noirs sur les Yaka remettant en question la redevance foncière.	Emergence des changements significatifs dans la perception des droits fonciers coutumiers à Kwamouth et environs.
<b>2. Analyses de la propagation du conflit :</b>		
<b>Thèse</b>	<b>Antithèse</b>	<b>Synthèse</b>
Chasse des Tékés par les milices Yaka à Kwamouth.	Présence de "mains noires" suggérant une politisation dans le conflit Téké-Yaka.	Émergence des Mobondo et troubles dans plusieurs provinces, illustrant la propagation

Fuite des Tékés vers d'autres régions, notamment Maluku	Possible instrumentalisation politique, soulignant une complexité politique sous-jacente.	géographique du conflit entre contestations agraires et politisation du conflit.
<b>3. Analyses des réponses des autorités face aux besoins urgents :</b>		
Thèse	Antithèse	Synthèse
Intervention des autorités pour rétablir la paix (mesures d'interventions militaires et des dialogues avec les chefs locaux)	Accent mis sur la militarisation au détriment des négociations. Besoins urgents non comblés, manque d'efficacité des mesures prises.	Nécessité d'une réponse plus large et adaptée, soulignant les limites de l'intervention gouvernementale.
<b>4. Analyses des perspectives d'avenir et des solutions durables :</b>		
Thèse	Antithèse	Synthèse
Diversité d'opinions sur la résolution du conflit avec un accent sur le dialogue entre chefs tribaux et autres acteurs publics.	Suggestions allant vers la séparation des communautés	Solutions durables nécessitant une intervention gouvernementale, le retour des déplacés, et la promotion du dialogue inclusif.

La méthode de l'analyse dialectique a ainsi permis d'explorer les contradictions, les transformations, et les interrelations complexes au sein du conflit Téké-Yaka, offrant une perspective riche et nuancée des différentes dimensions de cette crise multidimensionnelle.

### **3.2. De l'échantillon de l'étude**

L'échantillon de participants à ces entretiens a été soigneusement sélectionné pour représenter différentes perspectives et rôles dans la communauté. Les entretiens ont été menés avec un total de 32 personnes, comprenant :

- Une série d'entretiens en datant du 04 décembre 2022 à Kinshasa avec les membres de l'ONG « Cause Rurale », y compris sa coordonnatrice. Apportant une perspective externe en tant qu'observateur engagé dans les enjeux ruraux, ces



- interviews ont permis d'obtenir des informations sur les dynamiques socio-économiques et politiques qui pourraient contribuer à la compréhension du conflit.
- Une série d'entretiens avec les membres de l'OSC FSPD à Kinshasa le 24 novembre 2023, y compris sa coordonnatrice. Ces entretiens apportent un éclairage sur les initiatives de la société civile et les actions entreprises pour faire face à la crise, ainsi que sur les obstacles rencontrés dans ces efforts.
  - Une série d'entretiens avec les membres de l'OSC « Femmes leaders de Menkao » à Maluku le 30 novembre 2023. Ces entretiens ont offert une perspective spécifique sur l'impact du conflit sur les femmes et les initiatives locales dirigées par des femmes pour atténuer les conséquences de la crise.
  - Une série d'entretiens avec 4 chefs de quartier de la commune de Maluku le 30/11/2023. Les chefs de quartier sont des acteurs clés dans la médiation des conflits locaux. Leurs témoignages ont permis de comprendre les dynamiques sociales au niveau communautaire et les efforts de résolution des conflits.
  - Une série d'entretiens avec les agents de la Bureau « Genre Famille et enfant » de la Commune de Maluku le 30 novembre 2023. Cette entrevue a visé à explorer les dimensions de genre dans le conflit, y compris ses impacts sur les familles et les enfants, ainsi que les interventions spécifiques liées au genre à Maluku.
  - Entretiens avec le facteur de la Maison communale de Maluku à Maluku le 30/11/2023. Le facteur, en tant qu'observateur local, peut fournir des informations sur les changements dans la vie quotidienne et la sécurité dans la région touchée.
  - Entretiens avec le chargé d'affaires coutumières de la commune de Maluku et son assistant à Maluku le 30/11/2023. Offrant un aperçu des conflits fonciers et des dynamiques culturelles qui ont alimenté le conflit.
  - Entretien avec le secrétaire aux affaires sociales de la commune de Maluku le 30/11/2023. Cette interview a exploré les réponses

et les interventions des autorités locales face à la crise humanitaire et sociale.

- Entretien avec 6 policiers de Maluku : Obtention d'une perspective des forces de l'ordre sur la situation sécuritaire, les défis auxquels ils sont confrontés et leurs efforts pour maintenir la paix.
- Deux entretiens avec deux politiciens à Kinshasa, l'un étant proche de l'Opposition et l'autre du pouvoir en place.

Ces entretiens ont permis d'analyser les diverses facettes du conflit, de comprendre les multiples dimensions de la crise actuelle et de formuler des recommandations pour des actions futures.

### **3.3. Protocoles de recherche**

Le protocole de recherche de cette étude qualitative comprend les éléments suivants :

#### ***3.2.1. Approche méthodologique***

L'étude est fondée sur une approche essentiellement qualitative, privilégiant les entretiens approfondis pour recueillir des informations auprès des acteurs clés impliqués dans la crise sécuritaire et humanitaire dans la région de Maluku en particulier et de Kwamouth en général.

#### ***3.2.2. Objectifs des entretiens et thèmes abordés***

Les entretiens ont eu pour objectif d'obtenir des perspectives diversifiées et approfondies sur l'origine du conflit, ses implications sociales, économiques et politiques, ainsi que sur les actions entreprises par les autorités et la société civile pour y remédier. Les entretiens ont exploré divers thèmes, tels que les dynamiques socio-économiques et politiques, les initiatives de la société civile, l'impact du conflit sur les femmes, les dynamiques communautaires, les dimensions de genre, les conflits fonciers, les réponses des autorités locales, la sécurité, les défis des forces de l'ordre, et les perspectives politiques.

### ***3.2.3. Échantillonnage des participants***

L'échantillon de participants a été soigneusement sélectionné pour assurer une représentation diversifiée des perspectives et des rôles dans la communauté. Les participants comprennent des membres d'organisations non gouvernementales (ONG), de la société civile, des chefs de quartier, des responsables gouvernementaux locaux, des policiers, des représentants d'organisations féminines, des facteurs locaux, des responsables coutumiers, des politiciens, et d'autres acteurs clés.

### ***3.2.4. Dates et lieux des entretiens***

Les entretiens ont été menés à différentes dates entre novembre et décembre 2023 et dans divers lieux accessibles de manière sécurisée notamment dans la commune urbano-rurale de Maluku mais aussi dans d'autres communes de Kinshasa (Ndjili, Bandalungwa, Gombe), impliquant des rencontres avec des membres d'ONG à Kinshasa, des représentants de la société civile à Kinshasa, des femmes leaders à Maluku, des chefs de quartier, des agents du bureau « Genre Famille et enfant », des facteurs locaux, des responsables coutumiers, des autorités locales, des policiers, et des acteurs politiques à Kinshasa.

### ***3.2.5. Analyse du contenu :***

L'analyse des entretiens a consisté à examiner attentivement les informations recueillies au cours des entretiens approfondis menés avec les différents acteurs impliqués dans la crise. Cette étape a été cruciale car elle a permis d'extraire des insights significatifs, a permis de dévoiler les nuances du conflit, à identifier les divers aspects de la crise et à élaborer des recommandations pratiques pour orienter des actions futures. Grâce à cette démarche, l'étude s'est démarquée sur trois aspects. Tout d'abord, la compréhension des différentes facettes du conflit car l'analyse est parvenue à décortiquer les entretiens pour dégager une compréhension approfondie des différents aspects du conflit. Cela inclut les origines du conflit, les acteurs clés impliqués, les dynamiques sociales, économiques et politiques en jeu, ainsi que les enjeux fondamentaux qui contribuent à la persistance du conflit.

Ensuite, l'identification des multiples dimensions de la crise en constatant au final que la crise n'est pas monolithique, elle comporte souvent des dimensions multiples qui vont au-delà de la vision binaire « Téké-Yaka ». L'analyse des entretiens a mis en lumière ces différentes dimensions en démontrant la diversité des protagonistes et des victimes par-delà ces deux principaux groupes ethniques. Enfin, la recherche a formulé des recommandations pour des actions futures et ce sur la base des informations extraites des entretiens. Ces recommandations sont destinées aux autorités locales, aux organisations non gouvernementales, aux responsables politiques, ou à d'autres parties prenantes. Elles sont conçues pour fournir des orientations spécifiques sur les mesures à prendre pour atténuer la crise, résoudre les conflits et contribuer à la stabilisation de la région.

## **IIème Partie : Résultats de la recherche et recommandations de l'étude**

### **4. Contexte détaillé du conflit de Kwamouth et son expansion à Kinshasa**

#### **4.1. Origine et dynamique du conflit**

La genèse du conflit entre les Tékés et les Yaka est fondamentalement liée à la gouvernance foncière par le pouvoir coutumier téké et son rapport aux redevances sur les terres coutumières. Trois facteurs semblent avoir accentué ce conflit depuis ses origines dans le territoire de Kwamouth en province de Mai-Ndombe et son expansion dans d'autres provinces voisines (Kwilu, Kwango et Kinshasa).

Tout d'abord, les dynamiques sous-jacentes du conflit trouvent leurs racines dans des contentieux fonciers complexes qui ont finalement atteint un point de rupture en lien avec la contestation de la hausse des redevances coutumières vis-à-vis des populations Yaka. L'importance capitale des enjeux fonciers coutumiers en lien avec le système des redevances coutumières dans la compréhension de la genèse et de la persistance du conflit est donc de mise<sup>38</sup>. Cette explication est la plus plausible et la plus répandue mais pas la seule.

Ensuite, une autre explication porte sur la remise en cause des droits acquis sur la terre par les populations Yaka autour d'une controverse sur la nature des transactions foncières initiales (vente ou location de terre) entreprises entre les chefs Batékés et les populations d'immigrés Yaka. Cette explication du conflit considère qu'initialement, des membres de la communauté Téké ont cédé des terres aux Yaka sous des contrats ambigus, créant ainsi un précédent qui a ensuite évolué de manière problématique sur plusieurs décennies. Avec l'afflux des nouveaux acquéreurs urbains, certains membres de la communauté

---

<sup>38</sup> Entretiens à Maluku, décembre 2023.

Teke ont parfois cédé à haut prix leurs terres à certains hommes politiques riches à la recherche des grandes concessions foncières aux alentours de Kinshasa. Ces transactions ont parfois porté sur des terres déjà occupées par des populations notamment Yaka. Cette situation aurait engendré un sentiment profond d'injustice parmi les Yaka qui les exploitaient déjà et qui se sont retrouvés incapables de réclamer légitimement leurs terres aux hommes politiques en question. Ainsi, dans cet autre contexte, la déviation des fonds par certains chefs locaux Téké, manifestée par ces transactions successives, a été identifiée comme un autre facteur déclencheur majeur du conflit. Ce schéma de vente et de revente frauduleuses de terres coutumières a généré un climat de méfiance et d'hostilité entre les deux communautés, catalysant ainsi l'escalade des tensions.

Enfin, une dernière explication est liée l'intervention d'une Secte identifiée dans les entretiens comme les « adeptes de l'église des noirs » qui s'est enraciné dans des villages des Bayaka et qui aurait favorisé la constitution des milices Mobondo. En remettant en question des pratiques établies, cette secte a agi comme un déclencheur majeur, modifiant la trajectoire du conflit et exacerbant les tensions entre les communautés Téké et Yaka. La lutte pour la préservation des coutumes face à des forces extérieures a été un élément clé dans l'évolution des événements tragiques de Kwamouth et leur expansion dans la région.

Il ressort de nos divers entretiens une analyse des implications de l'émergence de ce conflit à 5 niveaux pour en comprendre en détails sa genèse depuis Kwamouth et son expansion dans les provinces voisines du Mai-Ndombe (Kwilu, Kwango, Kinshasa).

#### ***4.1.1. Le rôle du pouvoir coutumier dans le conflit de Kwamouth***

Le pouvoir coutumier Téké, régissant les relations foncières et sociales au sein de la communauté, a émergé comme l'épicentre du conflit car les Yaka vivent sur des terres administrativement reconnues au pouvoir coutumier des Chefs Ba-téké. En effet, les Tékés et les Yaka sont liés par des traditions et des coutumes qui font des Yaka des débiteurs d'une redevance foncière vis-à-vis du pouvoir coutumier détenu par les chefs

Batéké. Cependant, les Yaka ont vu ces dynamiques évoluer en un désaccord profond sur consistance de la redevance foncière. Le conflit, initialement enraciné dans des questions coutumières, a pris des dimensions interethniques plus vastes au fil du temps. La présidente d'une ONG locale opérationnelle à Maluku souligne que la compréhension des enjeux coutumiers est cruciale pour évaluer les dynamiques sous-jacentes du conflit. Cela implique la prise en compte des normes, des valeurs et des pratiques propres à chaque communauté, dévoilant ainsi la complexité des relations entre les Tékés et les Yaka.<sup>39</sup> Les contentieux fonciers qui ont alimenté le conflit sont caractérisés par des revendications concurrentes sur la propriété des terres. La baisse de la redevance foncière, revendiquée par un garçon Yaka auprès des chefs coutumiers Teke, a déclenché une spirale de violence. Cet épisode spécifique souligne la fragilité des équilibres coutumiers et la manière dont les conflits fonciers peuvent escalader rapidement en violence de masse<sup>40</sup>.

#### ***4.1.2. Acte déclencheur de violence à Kwamouth et suite donnée au conflit à Kinshasa***

Le conflit entre les Tékés et les Yaka a émergé principalement en raison de contentieux fonciers complexes. Selon un membre de l'OSC FSPD, les tensions ont été accentuées par des accusations des Yaka affirmant que les Tékés se sont appropriés illégalement de leurs terres qu'ils auraient acquis par des moyens financiers et en respect des coutumes des Batékés. Cette allégation a servi de déclencheur majeur, exposant ainsi la dimension fondamentale des questions foncières dans le début du conflit. Les revendications territoriales ont agi comme un catalyseur, révélant ainsi des fractures profondes entre les deux groupes ethniques et alimentant un cycle de méfiance et de ressentiment. Ainsi déclare-t-il : « *Nous opérons dans le plateau des Batékés, plus précisément dans les villages de Ndulu et Kimpeti, ainsi que dans certaines activités à Menkao, dans les quartiers Talangai et Monaco. Nous sommes présents depuis 2019 et avons constaté une perturbation de la sécurité, surtout*

---

<sup>39</sup> Entretien à Kinshasa / Ndjili, décembre 2023.

<sup>40</sup> Entretien à Kinshasa/ Maluku, décembre 2023.

*depuis septembre 2022. L'accès à nos bases a été difficile. Dans le souci de comprendre la situation, nous avons eu des discussions avec des membres de la communauté et des chefs traditionnels. Nous avons remarqué que de nombreux habitants ont fui les villages de Ndulu et Kimpeti. Nous les avons approchés pour en savoir plus. Auparavant, ils attribuaient les attaques aux milices Mobondo, suite à des conflits entre le chef coutumier des Batékés et des Yaka. Les Yaka affirment que les Tékés ont pris possession de leurs terres et les considèrent désormais comme des locataires sur leur propre territoire, ce que les Tékés refusent. Selon les Tékés, les Yaka sont un peuple nomade qui ne possède pas de droits fonciers sur le territoire de Kwamouth, y compris dans les zones Tékés telles que le Plateau des Batékés à Kinshasa. Certains Yaka voulaient reprendre l'agriculture, mais comme ils louaient principalement les terres chez les Tékés, cela a entraîné une augmentation des prix de location des champs, alimentant ainsi les attaques violentes des milices Yaka, en particulier les "Mobondo". Récemment, nous avons visité les villages de Ndulu et Kimpeti et constaté que les chefs coutumiers Tékés n'ont plus accès à leurs villages. Il existe donc un conflit persistant entre les Tékés et les Yaka. Nous avons tenté de rencontrer le chef coutumier Téké du village de Kimpeti, mais en arrivant à Bita avec son représentant, il nous a été impossible d'accéder au village. Nous avons alors demandé une escorte des forces armées congolaises (FARDC) présentes pour maintenir la paix, mais même avec leur aide, le représentant du chef coutumier du village de Kimpeti à Maluku n'a pas pu accéder à son village. Pour l'instant, nous pouvons dire que ce sont les Yaka qui contrôlent la région et de nombreux Tékés ont fui vers d'autres villages en tant que déplacés.<sup>41</sup>.*

Selon un membre de l'ONG « Cause Rurale » opérant dans la région, la manière dont le litige foncier initial a été géré, en particulier à Kinshasa, soulève des questions cruciales quant aux approches gouvernementales pour résoudre le conflit. C'est ainsi qu'elle suggère qu'il y a eu des manipulations au niveau politique, indiquant que le

---

<sup>41</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, Novembre 2023.



conflit a été présenté comme principalement foncier alors qu'il est en réalité plus complexe. La focalisation sur la militarisation plutôt que sur l'identification des causes profondes laisse entrevoir une approche gouvernementale qui peut ne pas résoudre les racines du conflit. Ainsi a-t-elle déclaré : *« je pense qu'il y a eu des manipulations à ce niveau car si ce n'était qu'un conflit foncier on l'aurait déjà terminé. Mais on constate que l'Etat a privilégié le moyen militaire qui pour moi est inapproprié plutôt que de privilégier l'identification des causes profondes du conflit pour mieux l'éradiquer »*<sup>42</sup>. Il ressort de ce qui précède que le conflit à Kwamouth prend racine dans des tensions autour de la redevance agricole, marquée par l'augmentation des prix des terres louées par les Bayaka. Selon les propos recueillis lors de l'entretien, les Bayaka, établis depuis longtemps à Kwamouth, ont été confrontés à une hausse des tarifs de location de leurs terres, générant ainsi des frictions.

D'autres entretiens notent que les Yaka, ayant acquis de terres auprès des chefs Tékés, ont déclenché des hostilités en « refusant de payer la redevance liée à l'exploitation récurrente de la terre », suscitant des affrontements avec les Tékés. La tension atteint un point où certains Yaka s'identifient désormais comme « Mobondo ». Ce conflit, en plus de causer des perturbations locales, a eu des répercussions majeures avec "des déplacements massifs de populations vers Maluku à Kinshasa. L'ampleur de ces déplacements a créé des problèmes sociaux et économiques importants, impactant profondément la vie quotidienne des personnes touchées. L'ensemble de ces éléments témoigne du caractère complexe du conflit, intimement lié aux enjeux fonciers, aux tensions ethniques, et aux conséquences humanitaires qui en résultent. Ainsi déclare un interviewé à Maluku : *« Ce conflit implique deux tribus, les Tékés et les Yaka. Il a éclaté lorsque les Yaka ont refusé de continuer à payer pour l'exploitation des terres, arguant qu'ils avaient déjà acheté ces terres et n'avaient donc plus à verser de redevance à chaque récolte pour en avoir les droits. En cherchant à se libérer de cette obligation coutumière, les deux parties se sont affrontées jusqu'à*

---

<sup>42</sup> Entretiens à Kinshasa / Ndjili, décembre 2023.

*des actes de violence. Les Tékés ont fui tandis que les Yaka ont avancé, prenant par la suite le nom de « Mobondo ». Des vidéos montrant des Yaka brandissant des couteaux et chantant « ces terres appartiennent à nos ancêtres, même si vous venez nous les ravir, nous n'aurons pas peur » ont été diffusées (...) Certains Tékés ont trouvé refuge à Brazzaville, d'autres à Maluku et à Nsele. Ce conflit a entraîné le déplacement de nombreuses personnes et une crise à Maluku, où un grand nombre de déplacés ont cherché refuge. Nous avons effectué un recensement et transmis les résultats au HCR afin d'obtenir une aide pour les personnes déplacées. Ces dernières étaient logées dans l'enceinte d'une école appartenant à l'honorable Papy Epiana, député provincial, mais leurs conditions de vie étaient extrêmement difficiles. Certains sont retournés chez eux, mais nous avons appris que la paix n'était pas totalement rétablie. »<sup>43</sup>.*

#### ***4.1.3. Politisation et militarisation du conflit depuis Kwamouth jusqu'à Kinshasa***

Il ressort des entretiens la mise en surface de la dimension politique comme un facteur complexe du conflit, mettant en lumière les jeux d'acteurs politiques et les stratégies de manipulation. Il en ressort donc le constat que la recherche de solutions durables nécessitera une approche multidimensionnelle, allant au-delà des aspects fonciers pour adresser les enjeux politiques et coutumiers sous-jacents.

En effet, la référence aux « mains invisibles » et à la politisation du conflit soulève des préoccupations majeures quant à la nature profonde du différend entre les Tékés et les Yaka. Un responsable de la société civile à Kinshasa, répondant à notre question, évoque des réunions organisées avec des acteurs politiques de part et d'autre (aussi bien chez les Yaka que chez les Tékés) face à l'influence des non-Téké dans le Kwamouth à l'approche des élections. Cette situation suggère une ingérence politique dans les dynamiques à la gestion foncière coutumière à Kwamouth. Ainsi un interviewé déclare : « *Il est rapporté qu'il y a eu des réunions organisées avec des politiciens à Kinshasa,*

---

<sup>43</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

*visant à contrer l'influence d'un non-Teke dans la région de Kwamouth. Par crainte qu'un non-Teke puisse accéder au pouvoir dans cette région lors des élections imminentes, cette situation aurait poussé les chefs coutumiers à augmenter les redevances afin de dissuader les non-Teke vivant à Kwamouth de s'écarter de leur autorité coutumière. Certains politiciens sont instigateurs de ce comportement des chefs coutumiers. Ces politiciens ne souhaitent pas mettre fin à ce conflit qui a pris une tournure inattendue. »<sup>44</sup>.*

Il ressort de ce qui précède le constat que la présence de politiciens influents dans les négociations et les décisions coutumières a eu des implications majeures sur la gestion du conflit de Kwamouth et son expansion. Il semble que des intérêts politiques locaux aient contribué à exacerber les tensions en utilisant le conflit comme un moyen de manipulation. Les politiciens soupçonnés dans le cadre de ce conflit s'avèrent être des acteurs clés la perpétuation du conflit à travers une stratégie de division utile à la captation d'un électorat ou pour discréditer un adversaire politique. L'incitation des chefs coutumiers à augmenter la redevance pour dissuader les non Tékés suggère une stratégie délibérée visant à diviser les communautés et à renforcer les clivages ethniques. Cette dimension politique du conflit peut servir des agendas particuliers au détriment de la recherche de solutions pacifiques et inclusives.

Privilégier des moyens militaires par l'État au détriment de l'identification des causes fondamentales peut entraîner des conséquences indésirables. Une approche exclusivement militaire risque d'ignorer les aspects socioculturels et coutumiers qui alimentent le conflit, et peut aggraver plutôt que résoudre les tensions<sup>45</sup>. Cependant, la politisation de la gestion du conflit à Maluku semble plus prégnante que la volonté d'une véritable stabilité, malgré les mesures gouvernementales. À cet effet, un chef d'un des quartiers de Maluku note : « *Nous estimons qu'il y a des forces cachées à l'œuvre dans cette affaire, car les Tékés avaient envoyé une délégation pour*

---

<sup>44</sup> Entretiens à Kinshasa/Ndjili, décembre 2023.

<sup>45</sup> Entretiens à Kinshasa / Ndjili, décembre 2023.

*rencontrer le Chef de l'État et avaient rédigé un mémorandum, mais n'ont jamais reçu de réponse, tandis que les actions des Bayaka persistent jusqu'à aujourd'hui. Lorsque nous arrêtons un Mobondo et que nous le remettons aux autorités compétentes, nous constatons qu'il est souvent relâché après un certain temps. C'est pourquoi nous soupçonnons l'intervention de forces extérieures dans cette escalade du conflit de Kwamouth à Maluku. Nous appelons le gouvernement à venir en aide aux populations civiles qui souffrent énormément (...) Je pense qu'il y a des individus qui prévoient de mauvaises actions en exploitant le conflit créé par les Yaka et leurs milices. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des enlèvements, ce qui pourrait être la prochaine étape pour semer la terreur à Maluku (...) « Si un poussin remplit une marmite, il y a une poule en dessous » - cela signifie que nous devons nous demander d'où viennent les Mobondo, qui les a formés et qui leur a fourni des armes. Nous ne pouvons pas accepter que ce ne soit que des questions foncières qui les poussent à prendre les armes et à attaquer leurs frères Tékés, avec qui ils ont vécu en paix pendant des années (...) Les miliciens Yaka des Mobondo possèdent des armes telles que des fusils calibre 12. Nous nous demandons où ils les ont obtenues, étant donné qu'ils ne sont que de simples paysans qui ne peuvent pas se procurer ni transporter des armes sur les lieux de leurs opérations. Le gouvernement doit réunir les deux tribus de toute urgence et mettre fin définitivement aux milices Mobondo, sinon nous serons amenés à penser que le gouvernement est du côté des Yaka. Cette situation est extrêmement préoccupante »<sup>46</sup>.*

La politisation c'est aussi l'existence d'une guerre froide entre certaines élites politiques Yaka et certaines élites politiques Téké haut-placés à Kinshasa et qui, à l'occasion de ce conflit, semblent jouer un rôle indirect en termes d'influence sur le cours des violences. En effet, de certaines interviews, la dimension politique du conflit apparaît comme une facette complexe entre intérêts divergents des élites politiques pro-Yaka et pro-Téké à Kinshasa. Un interviewé s'interroge à cet effet : « *je ne peux pas déterminer les objectifs de ces personnes qui alimentent*

---

<sup>46</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

*politiquement ce conflit mais à voir la réalité des choses, un conflit qui est à 0m du centre-ville, où il y a toutes les institutions mais qui n'arrive pas à trouver une solution, que devrions-nous comprendre par-là ? ça veut dire qu'il y a quelque chose derrière cette inaction des institutions à mettre fin durablement à ce conflit »*<sup>47</sup>. Selon les observations locales, le conflit ne se limite pas à un différend foncier entre les communautés Teke et Yaka, mais semble être entrelacé avec des enjeux politiques plus vastes. En fait, certains hommes politiques, principalement membres de deux communautés en présence, pourraient jouer un rôle actif dans l'émergence des milices « Mobondo ». L'idée sous-jacente est que la vente illégale de terres par les chefs locaux Teke aux populations Yaka, puis à des personnalités politiques influentes, n'est pas uniquement une question foncière, mais pourrait être influencée par des intérêts politiques. Les Yaka, se sentant lésés par ce processus, pourraient avoir créé les milices « Mobondo » en tant que milice pour défendre leurs droits et exprimer leur colère face à cette injustice foncière perçue. Une nuance importante est introduite lorsqu'une des personnes interviewées suggère que des certaines élites politico-économiques de la communauté Yaka pourraient soutenir indirectement les « Mobondo ». Cette allégation suggère une possible complicité entre certains acteurs politiques et économiques et la milice, créant ainsi une dynamique complexe où les enjeux politiques s'entremêlent avec les tensions foncières<sup>48</sup>. Cette dernière perspective soulève des questions cruciales sur la manière dont les intérêts politiques peuvent influencer et amplifier les conflits communautaires. Elle pointe également vers la nécessité d'une analyse approfondie des connexions entre les protagonistes politiques et les groupes armés, afin de comprendre pleinement les motivations sous-jacentes du conflit et de concevoir des solutions durables qui prennent en compte ces dynamiques politiques complexes. En résumé, la politisation du conflit semble être un élément clé qui contribue à sa persistance et à son intensification.

---

<sup>47</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, décembre 2023.

<sup>48</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, décembre 2023.

#### ***4.1.4. Rôle présumé des adeptes de « l'église des Noirs » dans la radicalisation des miliciens Yaka et de l'avènement des « Mobondo »***

L'intervention des adeptes de l'église des noirs a agi comme un déclencheur intellectuel et social, remettant en question des structures traditionnelles et contribuant ainsi à une transformation significative de la perception des droits et des coutumes au sein des communautés en conflit.

En effet, l'entrée en scène des adeptes de l'église des noirs a profondément influencé la dynamique du conflit entre les communautés Téké et Yaka à Kwamouth et au-delà. Leur intervention a créé un point d'inflexion en remettant en question des pratiques lointaines, provoquant ainsi des changements substantiels dans la perception des droits fonciers et des coutumes des rapports agraires entre les chefs Batékés et les populations d'agriculteurs Bayaka. A cet effet, plusieurs interviews corroborent le rôle de ces adeptes mystico-religieux dans le conflit tel qu'en témoigne un de ces interviewés sur la question : «

*À l'origine, ce conflit oppose les Tékés et les Yaka concernant les droits de propriété sur les terres exploitées par les uns et les autres. Les Yaka, en tant que cultivateurs majoritaires, doivent verser une partie de leurs récoltes ou une autre forme de paiement, appelée redevance coutumière, aux chefs Batéké qui détiennent le pouvoir coutumier. Par exemple, si un Yaka produit dix sacs de maïs, il est contraint de remettre au moins un sac aux chefs Batéké. Ce système a perduré pendant des années, jusqu'à ce que les chefs Batéké réclament des redevances coutumières plus importantes aux Bayaka. Un jour, des adeptes de l'église des Noirs, qui étaient familiers avec les deux tribus, sont venus rencontrer les Yaka pour s'informer de leur mode de vie et de leur organisation. Lorsque les Yaka ont expliqué qu'ils donnaient une partie de leurs récoltes aux Tékés sans rien recevoir en retour, les adeptes de l'église des Noirs les ont encouragés à se rebeller et à refuser de verser leurs récoltes aux Batéké. Il est apparu que la révolte des Yaka a débuté à la suite de la visite de ces adeptes de l'église des Noirs. Des tracts ont ensuite circulé dans les villages, demandant aux Yaka de ne plus verser*

*de redevances aux Tékés. Des tensions sont apparues dans le village, les Tékés se tenant d'un côté et les Yaka de l'autre. Les réunions des Yaka se sont multipliées dans le village. Après ces réunions, les Yaka ont exigé que les Tékés quittent le territoire, mais ces derniers ne savaient pas où aller, n'ayant pas d'autres terres. Les Yaka ont alors commencé à chasser les Tékés, marquant ainsi le début de la révolte. Dans la nuit du 22 au 23 septembre 2022, des rapports ont fait état de l'entrée des Mobondo dans les villages Batéké. Certains Batékés ont fui vers le Congo-Brazzaville et d'autres ont été tués»<sup>49</sup>.*

Une analyse à 3 niveaux des implications nées de cette arrivée des adeptes de l'Église des noirs mérite d'être faite, au regard de sa faible connaissance dans les divers rapports officiels et même dans la presse qui s'intéresse aux conflits actuels dans la région de l'ex-province de Bandundu.

Tout d'abord, ces adeptes dits de l'église des noirs ont opéré une remise en question de la légitimité ancestrale des chefs Batékés sur les populations yaka en vertu d'un compromis de longue date. En fait, il ressort du témoignage ci-haut la constatation que les adeptes de l'église dite des noirs ont adopté une position critique à l'égard de la pratique établie des Batékés, exigeant une part des récoltes des Yaka. Ils remettent en question la légitimité ancestrale de cette coutume, soulignant la nécessité d'une réévaluation des normes traditionnelles. Leur présence agit comme un défi direct aux normes coutumières qui régissent depuis longtemps les relations entre les Tékés et les Yaka. Les adeptes remettent en question le fondement moral de la pratique, incitant les communautés à remettre en question des normes établies de longue date. C'est donc sous cet angle qu'on peut comprendre la facile mobilisation des miliciens Mobondo autour d'une idéologie radicale de remise en question de la primauté téké sur sa terre qu'elle considère comme coutumière.

Ensuite, ces adeptes ont créé une sorte de catalyseur de changements des perceptions autour d'un éveil d'une conscience critique chez les

---

<sup>49</sup> Entretiens à Maluku, novembre 2023.

Yaka voulant ainsi s'émanciper du pouvoir coutumier téké exigeant des redevances. La remise en question des adeptes de l'église dite des noirs devient un catalyseur pour des changements perceptuels radicaux au sein des communautés impliquées en particulier les Yaka. Les membres commencent à remettre en question des dynamiques traditionnelles, cherchant une nouvelle compréhension de la justice et de la propriété de la terre qu'ils exploitent dans un contexte où leur citoyenneté congolaise leur donnait de s'implanter où ils veulent. La présence des adeptes éveille une conscience critique parmi les Yaka, les incitant à remettre en question des pratiques qui étaient autrefois acceptées sans réserve. Les discussions durant les sermons des membres des adeptes de cette église dite des Noirs se multiplient sur la pertinence et l'équité de la pratique des Tékés.

Enfin, le lien entre l'arrivée des adeptes et l'apparition de tracts Contestataires est faite. En réponse à ces questionnements, des tracts circulent, appelant ouvertement les Yaka à ne plus céder de droits aux Tékés. Ces tracts ont été des moyens d'expression pour les Yaka désireux de défier les normes établies. La remise en question des pratiques influence la manière dont les deux communautés interagissent socialement. Les relations entre les Tékés et les Yaka subissent des changements substantiels alors que des lignes de fracture commencent à se former. La remise en question des pratiques existantes devient un élément central dans la montée des tensions. Les Yaka, stimulés par cette nouvelle conscience, commencent à revendiquer leurs droits de manière plus assertive, ce qui contribue directement à l'escalade du conflit et à l'alimentation mystique et discursive de l'engagement des milices dites « mobondo ».

#### ***4.1.5. L'hypothèse complotiste des infiltrés rwandais parmi les miliciens « Mobondo »***

Lors des entretiens, des théories du complot ont émergé, introduisant une dimension complexe dans l'analyse du conflit. Plus précisément, certaines personnes ont avancé l'idée selon laquelle des individus d'origine rwandaise pourraient être impliqués parmi les agresseurs. Cette hypothèse souligne la manière dont les perceptions et les



interprétations du conflit peuvent être influencées par des spéculations entourant l'origine et les affiliations des parties impliquées. Ce qui peut paraître comme des spéculations sur l'implication des réseaux rwandais dans le conflit de Kwamouth est clamé sérieusement par certains interviewés. En fait, certains interviewés ont émis l'hypothèse que des réseaux rwandais présents au Congo seraient parmi les assaillants car ils ne comprennent pas comment une population locale considérée comme n'ayant pas d'ouverture externe peut arriver à accéder aux armes et être capable de les manipuler. D'autres estiment que cela serait dû aux préjugés qui se sont enracinés dans le mental congolais et particulièrement ceux de la partie Ouest du pays qui lient toute question d'insécurité et des conflits à l'implication rwandaise sans preuves. Certaines personnes ont déjà adopté dans leurs esprits, abusivement, que quand on parle des hypothèses de l'infiltration cela ne peut venir que du Rwanda, ignorant le fait que la RDC a des frontières avec 9 pays et les infiltrations peuvent venir tant de l'intérieur que de l'extérieur. Cependant, face à cette hypothèse complotistes, certaines personnes demeurent lucides face à la question de savoir s'il y a une main étrangère dans ce conflit. Un pasteur d'une église protestante du Kwango explique : *« non, il n'y a pas des personnes étrangères impliquées dans ce conflit c'est plutôt tout Congolais ayant un domaine agricole qui revendique et qui est derrière ce combat et alimente ce conflit. Ce sont plutôt certains politiciens ayant des domaines agricoles qui sont impliqués pour défendre leurs domaines et qui utilisent tous les moyens possibles pour semer la diversion dans les deux groupes ethniques »*<sup>50</sup>. Ces spéculations insistantes suggèrent une tentative de donner une explication particulière à la complexité du conflit, en mettant en cause des acteurs externes. À titre illustratif, voici quelques extraits d'entretiens relatifs présumés « tueurs rwandais » parmi les miliciens Mobondo :

- *« Je suis convaincu qu'il y a en effet des forces cachées impliquées dans ces attaques de villages. Nous avons une longue histoire avec les Yaka, nous avons noué des liens*

---

<sup>50</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

*matrimoniaux avec eux depuis des générations, c'est pourquoi nous sommes surpris de voir qu'ils deviennent soudainement cruels. À mon avis, il s'agit de manœuvres politiques visant à saboter et à affaiblir le pouvoir en place.»<sup>51</sup>.*

- *« ... Il est indéniable qu'il y a des forces extérieures impliquées dans ce conflit, car il n'est pas dans la culture de ces deux tribus de s'engager dans des affrontements violents entre elles. Ainsi, il est évident que des tiers tirent profit de ces tensions. Un de nos collègues, originaire de Kwamouth, nous a raconté une expérience où il a failli être attaqué par des Rwandais. Heureusement, il a pu s'en sortir indemne en parlant swahili. Ces individus lui ont révélé qu'ils avaient pour mission de se rendre jusqu'à Kinshasa pour y semer le trouble. Il est donc clair que des forces extérieures sont impliquées dans cette affaire, car les Tékés et les Yaka ne seraient pas capables de se causer autant de torts. Ils ont vécu ensemble depuis trop longtemps, se sont mariés entre eux et ont véritablement uni leurs destins, ce qui rend peu probable qu'ils se fassent autant de mal. Les Rwandais sont présents à Kwamouth depuis un certain temps et ont tissé des liens avec les Yaka et les Tékés. Leur objectif semble être de s'étendre dans la région. Ils ont même tenté de pénétrer dans le Bas-Congo, mais ont rencontré une résistance qui les a empêchés de réussir. »<sup>52</sup>.*
- *« À mon avis, le conflit entre les Tékés et les Yaka relève de la compétence du gouvernement central. Seul le gouvernement central est en mesure d'apporter une solution à ce conflit, surtout maintenant que les réseaux rwandais sont également impliqués. Ces derniers commencent à s'infiltrer en profitant de cette situation conflictuelle pour créer de l'instabilité.»<sup>53</sup>.*

Les théories du complot entourant une prétendue implication rwandaise suggèrent des suspicions profondes quant aux motivations réelles des

---

<sup>51</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>52</sup> Entretiens à Maluku, novembre 2023.

<sup>53</sup> Entretiens à Maluku, novembre 2023.

agresseurs et à leurs affiliations. Cela reflète une méfiance généralisée envers certaines parties prenantes du conflit, ajoutant une couche supplémentaire d'opacité dans la compréhension des dynamiques en jeu. La mention de l'origine rwandaise dans le contexte du conflit de Kwamouth dans une certaine opinion semble influencer la manière dont les communautés locales et les observateurs extérieurs interprètent les événements. Cela peut contribuer à alimenter des sentiments de méfiance et de polarisation au sein des communautés, complexifiant davantage la résolution du conflit.

L'hypothèse des présumés tueurs rwandais à Kwamouth et aux alentours n'est pas qu'un discours local car il rencontre des porteurs chez certains acteurs socio-politiques dans le centre-ville à Kinshasa. Certains acteurs sociopolitiques à Kinshasa rencontrés fondent cette hypothèse des infiltrés rwandais parmi les Mobondo opérant à Kwamouth et environs en se basant sur les antécédents de 2018 où des vaches des populations venues de l'Est du pays avaient créé la panique dans la province du Kwango (majoritairement habitée par les Bayaka)<sup>54</sup>. L'hypothèse d'une connexion entre les éleveurs présumés rwandais et les Bayaka de l'ex-Bandundu est émise à l'occasion du conflit de Kwamouth. Cependant, cette hypothèse est à prendre avec beaucoup de réserve car elle tient sur des connexions difficiles à établir. Il est important de rappeler qu'en 2018 de nombreuses sources avaient nuancé en démontrant que ces vaches venues du Kivu vers le Kwango appartenaient plutôt aux fermiers congolais (de la communauté Banyamulenge) qui étaient en quête des pâturages dans le Kwango malgré le scepticisme et les résistances politiques sur l'épisode de ces bovins<sup>55</sup>. Par ailleurs, lors de nos entretiens à Kinshasa, certains observateurs dans l'élan complotiste soupçonnaient aussi la présence des rwandais au Congo-Brazzaville, pays qui a signé des accords avec

---

<sup>54</sup> La Libre Afrique, « des troupeaux venus du Kivu inquiètent au Bandundu », article disponible sur <https://afrique.lalibre.be/15208/rdc-des-troupeaux-venus-du-kivu-inquietent-au-bandundu/> publié le 13/02/2018, consulté le 24/1/2024.

<sup>55</sup> Entretiens à Kinshasa, Lingwala, novembre 2023.

le Rwanda récemment et se questionnaient sur des liens probables avec les événements liés aux milices Mobondo à Kwamouth et environs<sup>56</sup>.

Sans réfuter dans l'absolu ces diverses hypothèses difficiles à vérifier dans un contexte où les diverses guerres d'agression rwandaises ont créé une psychose populaire dans la conscience congolaise, nous pensons que l'existence de telles hypothèses qui alimentent du complotisme dans l'opinion<sup>57</sup> dédouanent le Gouvernement congolais face à ses responsabilités publiques aux fins de médiation ou de résolution du conflit de Kwamouth. Les négociations et les efforts visant à rétablir la paix pourraient être entravés par des perceptions erronées et des suspicions persistantes, rendant plus difficile la construction de la confiance entre les parties en conflit.

#### **4.2. Impact du conflit sur les communautés Téké et Yaka**

Le déplacement massif des populations depuis Kwamouth dans la province du Mai-Ndombe vers d'autres provinces, en particulier Kinshasa, le Kwilu et le Kwango, a eu des implications significatives dans la propagation du conflit. Les entretiens avec divers acteurs sociaux offrent des éclairages essentiels sur cette dynamique et ses impacts sur les communautés en conflits. L'analyse de la propagation du conflit et des tensions à Kinshasa en particulier met en lumière une interconnexion complexe entre les déplacements massifs, l'influence urbaine et les relations interethniques. La compréhension de ces dynamiques est essentielle pour élaborer des stratégies efficaces visant à atténuer les tensions, favoriser l'acceptation intercommunautaire et promouvoir la résolution pacifique du conflit.

---

<sup>56</sup> Entretiens à Kinshasa, Lingwala, novembre 2023.

<sup>57</sup> A titre illustratif, une vidéo de la chaîne « Bosolo na politik officiel » sur Youtube revient sur cette hypothèse à partir des entretiens sans les confronter à d'autres sources de vérification. Voir lien pour suivre la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=TPMnM7YffZY> , publié le 18/10/2022.

#### ***4.2.1. Déplacements massifs, exposition des déplacés à une « double vulnérabilité » à Maluku et rupture dans les familles en alliance téké-yaka***

Il ressort de divers entretiens la compréhension du fait que les populations des plateaux de Bateke, principalement des fermiers, ont été contraintes de se déplacer en masse à la suite des impacts du conflit dans le Kwamouth et son expansion sur la ville de Kinshasa, en particulier dans sa périphérie des Plateaux de Batékés situé dans la commune urbano-rurale de Maluku. Ces déplacements ont été catalysés par les tensions et la violence dans la région de Kwamouth, élargissant ainsi la portée du conflit au-delà des frontières initiales. Les déplacements massifs ont créé une dispersion des tensions et des conflits dans les provinces voisines, principalement le Kwango et le Kwilu jusqu'à Kinshasa où sa politisation a conduit à un regain de violence<sup>58</sup>.

Les déplacements massifs de la population de Kwamouth vers Kinshasa, en particulier à Maluku, sont motivés par des conflits fonciers et territoriaux : *« lorsque les Tékés ont été chassés par les Yaka, ils ont fui vers Brazzaville, le Kwilu et d'autres régions de la Maindombe, ainsi que vers tous les villages environnants, y compris jusqu'à Maluku où nous les accueillons et les plaçons dans des sites pour ceux qui n'ont pas de famille ici. Les Yaka ont entrepris d'entrer dans tous les villages Tékés qu'ils estiment leur appartenir, ce qui a entraîné des troubles jusqu'à Maluku, Kwilu et ailleurs. Tout cela a commencé depuis l'arrivée des adeptes des églises des Noirs à Kwamouth. »*<sup>59</sup>.

Les citoyens, contraints de fuir leurs terres d'origine en raison des violences, cherchent refuge dans des zones urbaines, en l'occurrence Maluku à Kinshasa. Cela crée une crise humanitaire en raison du manque de logements et de ressources pour accueillir ces déplacés. Les tensions ethniques entre les Tékés et les Yaka sont exacerbées par des contentieux fonciers et des rivalités historiques. Les Yaka accusent les

---

<sup>58</sup> Entretiens à Kinshasa / Ndjili, décembre 2023.

<sup>59</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

Tékés de s'approprier illégalement de leurs terres, créant ainsi des divisions profondes. Les violences et les déplacements forcent les communautés à prendre des positions adverses, alimentant un cycle de méfiance et d'hostilité<sup>60</sup>.

De ce qui précède, il en ressort ce que nous qualifions d'une « double vulnérabilité ». En fait, l'analyse de la double vulnérabilité dans le contexte des déplacements de populations de Kwamouth vers Kinshasa, plus spécifiquement à Maluku, met en évidence une série de défis complexes qui exposent ces communautés à des risques multiples.

Premièrement, les populations qui fuient Kwamouth sont obligées encore une fois de faire face aux pressions de l'identité ethnique et des revendications territoriales. Les populations Yaka qui fuient Kwamouth et arrivent à Maluku se trouvent confrontées à la revendication des Tékés en tant qu'autochtones du Plateau de Batéké. Cette revendication territoriale renforce les tensions ethniques, créant une double vulnérabilité pour les Yaka qui cherchent refuge à Maluku, où ils sont considérés comme des étrangers. De manière similaire, les Tékés qui fuient Kwamouth et arrivent à Maluku se trouvent également en confrontation avec les populations Bayaka et de leurs milices (Mobondo), qui se proclament également (parfois) comme les premiers occupants de cette terre. Cette rivalité territoriale augmente la vulnérabilité des Tékés en tant que nouveaux arrivants dans un contexte particulier<sup>61</sup>.

Deuxièmement, les populations qui fuient font face à une double exposition au conflit. Les communautés déplacées, qu'elles soient Yaka ou Téké, sont confrontées à une double exposition au conflit. D'une part, elles fuient les violences à Kwamouth, cherchant la sécurité à Maluku. Cependant, la revendication territoriale et les rivalités ethniques à Maluku créent une deuxième source de conflit, rattrapant les populations déplacées dans une spirale de vulnérabilité persistante<sup>62</sup>.

---

<sup>60</sup> Entretiens à Kinshasa, décembre 2023.

<sup>61</sup> Entretiens à Kinshasa/Maluku, novembre 2023.

<sup>62</sup> Entretiens à Kinshasa/Maluku, novembre 2023.

Troisièmement, les populations qui fuient Kwamouth vers Kinshasa se voient exposées à des nouvelles conséquences socio-humanitaires. La double vulnérabilité a des implications socio-humanitaires majeures. Les populations déplacées font face à des obstacles pour accéder aux ressources essentielles telles que le logement, la nourriture et les soins de santé. Les services humanitaires s'avèrent dans la majeure partie être insuffisants pour répondre aux besoins complexes de ces communautés, exacerbant ainsi leur situation précaire<sup>63</sup>.

Quatrièmement, les implications psychologiques de la double vulnérabilité sont également significatives. Les membres de ces communautés vivent avec le stress mental constant résultant de la fuite des violences, de la perte d'identité territoriale et de l'incertitude quant à leur sécurité future. Ces facteurs peuvent contribuer à des problèmes de santé mentale, nécessitant une attention particulière dans les interventions humanitaires<sup>64</sup>. Il se fait remarquer que plusieurs personnes déplacées ont dû abandonner toutes leurs activités, leurs biens et ont presque tout perdu pour se retrouver par après dans des zones où ils font face à un coût de vie élevé sans ressources pour y répondre.

Un dernier élément concerne des problèmes de cohabitation observés dans les familles fondées sur base des mariages Téké-Yaka. Plusieurs acteurs rencontrés sont revenus sur cet aspect des choses montrant même la difficulté à ce jour pour des jeunes de pouvoir s'engager dans un mariage mixte entre ces deux groupes ethniques. Non seulement ces jeunes eux-mêmes ont de plus en plus de réticence pour ces mariages mixtes, mais aussi les familles s'opposent de plus en plus à l'union de leurs enfants quand il s'agit de mariage entre Teke et Yaka, pourtant c'était facile avant le conflit de Kwamouth. Les familles se sont déchirées et certains enfants se sont retrouvés dans une situation de rupture familiale. Un administratif local explique : « *Il y a eu beaucoup de divorce à Kwamouth à cause de ce conflit. Certains enfants sont allés chez les Tékés et d'autres chez les Yaka. Chaque enfant a besoin de ses*

---

<sup>63</sup> Entretien à Kinshasa/Maluku, novembre 2023.

<sup>64</sup> Entretien à Kinshasa/Maluku, novembre 2023.

*deux parents auprès de lui mais en ce moment beaucoup de foyers ont été brisés à cause de ce conflit. Il y a une pénurie alimentaire, beaucoup ont toujours peur de retourner chez eux et il y a toujours quelques résistances qu'il faudrait éradiquer et tout ça affecte les familles »<sup>65</sup>. Une autre personne interviewée ajoute : « ici à Maluku centre, vu que nous n'avons pas vraiment vécu ce conflit directement, les mariages Yaka et Téké ont survécu mais dans les villages du Kwango, du Maindombe ainsi que des zones reculées de Maluku, nombreux de ces couples se sont séparés à cause de ce conflit. Les jeunes Yaka et Téké ont des relations entre eux mais pour les parents qui ont vécu ces atrocités, c'est difficile pour eux d'accepter ces mariages »<sup>66</sup>.*

#### ***4.2.2. Visibilité accentuée du conflit à Kinshasa dans le Plateau des Batéké***

Malgré la dispersion géographique du conflit, les entretiens soulignent que le conflit est particulièrement visible à Kinshasa. Cette visibilité accrue est attribuée à l'influence significative des Tékés présents dans la capitale (dans le plateau des Batéké à Maluku). Les dynamiques sociales et politiques de Kinshasa, en tant que centre urbain majeur, ont amplifié les tensions communautaires et ont contribué à rendre le conflit plus palpable dans cette région. L'influence des Tékés à Kinshasa est identifiée comme un facteur clé qui contribue à la persistance des difficultés d'acceptation des non-Tékés dans les plateaux de Ba-Téké. Les relations interethniques sont compliquées par des préjugés et des perceptions préexistantes qui influent sur la manière dont les communautés se perçoivent mutuellement. Lors d'un entretien, une responsable d'ONG locale impliquée dans la prise en charge des déplacés déclare : «

*Il est important de comprendre que les provinces du Kwilu et du Kwango sont limitrophes de Kwamouth, un territoire situé dans la province du Mai-Ndombe, et que ces trois provinces faisaient autrefois partie du Grand Bandundu. Les conflits ont entraîné des déplacements,*

---

<sup>65</sup> Entretiens à Kinshasa / Malulu, novembre 2023.

<sup>66</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.



*et il est tout à fait normal que le conflit se propage ou suive ces déplacements. Certains sont même allés jusqu'au Kongo central. Le conflit a accompagné les déplacés, qui comprennent à la fois des Yaka et des Tékés. Cependant, en raison de l'influence des Tékés basés à Kinshasa, qui exercent une influence particulière sur ce conflit dans cette région, celui-ci a pris une autre dimension. C'est pourquoi aujourd'hui, je peux dire que ce conflit est plus visible à Kinshasa (Maluku) qu'ailleurs. Dans les provinces majoritairement Yaka du Kwango et du Kwilu, les déplacés sont accueillis sans distinction et ne sont pas perturbés. En revanche, à Kinshasa, dans les plateaux des Batékés, les Tékés ont du mal à accepter les non-Tékés et considèrent que tout individu non-Téké est un Yaka. Pendant ce temps, les Yaka qui prétendent avoir vécu là depuis longtemps contestent l'attitude des chefs Tékés qui leur refusent des droits fonciers et ont formé des milices, notamment les Mobondo. »<sup>67</sup>.*

Il ressort donc des entretiens le constat que le plateau de Batéké (Maluku) devient le théâtre d'une polarisation exacerbée entre les Tékés et les non-Tékés (Yaka en particulier). Cette polarisation importée de Kwamouth a des répercussions directes sur la cohésion sociale et aggrave les tensions communautaires à Kinshasa (Maluku) où se lit un véritable désastre humanitaire. Un autre interviewé déclare à cet effet : *« parmi les réfugiés déplacés arrivés ici à Maluku, certains sont décédés par manque de nourriture et étaient également très malades à leur arrivée, mais ils n'ont bénéficié d'aucune assistance médicale. Sur le plan agricole, ceux qui étaient chargés de la production alimentaire ont cessé leurs activités en raison des troubles, perdant ainsi leurs fermes et tout ce qu'ils possédaient. Par conséquent, nous avons tous souffert de pénuries alimentaires. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de leur fournir une assistance afin qu'ils puissent retourner dans leurs foyers et reprendre leurs activités agricoles. »*<sup>68</sup>.

---

<sup>67</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, décembre 2023.

<sup>68</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, décembre 2023.

Il est important également d'analyser l'aspect démographique aussi bien à Kwamouth qu'à Maluku. À cet effet, un interviewé a déclaré que : *« d'un point de vue démographique, les Yaka sont plus nombreux que les Tékés. À Maluku, nous comptons onze groupements et 456 villages, mais autrefois, tous les villages étaient habités exclusivement par des Tékés avant l'augmentation de l'immigration des Yaka. Dans notre région, de Maluku à Mongata en direction du Kwango, vous trouverez également des Bayaka, présents également au Kwilu. Cependant, en raison de l'exode rural, certains Bayaka se trouvent désormais à Maluku, étant donné que Maluku fait partie de la ville-province de Kinshasa. C'est ainsi que vous constaterez que dans les terres des Tékés, il y a souvent une implantation plus importante des Yaka, avec seulement les chefs coutumiers qui sont Tékés. »*<sup>69</sup>.

Cette déclaration met en lumière des aspects démographiques significatifs liés aux groupes ethniques Yaka et Téké à Maluku. Sur le plan démographique, les Yaka sont décrits comme étant plus nombreux que les Tékés. L'interview précise que Maluku comprend onze groupements et 456 villages, mais chaque village est principalement constitué de groupements originellement Téké et les chefs coutumiers sont Téké. La répartition géographique des populations dépeint une réalité complexe, avec des communautés Bayaka présentes à Maluku en raison de l'exode rural. Cet afflux de Bayaka à Maluku s'explique par le statut de cette région en tant que ville province de Kinshasa et la proximité, attirant des populations cherchant de meilleures opportunités en provenance du Kwango, du Kwilu et du Mai-Ndombe. L'observation selon laquelle dans les terres traditionnelles des Tékés, il y a une prédominance des Yaka, à l'exception des chefs coutumiers restés Tékés, soulève des questions sur la dynamique démographique et les changements socioculturels dans la compréhension des conflits communautaires en présence. Cette situation semble donc avoir des implications importantes sur les relations interethniques, les structures sociales, la légitimité des chefs locaux et éventuellement sur la gestion des ressources et des territoires dans le contexte conflictuel contemporain<sup>70</sup>.

---

<sup>69</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, décembre 2023.

<sup>70</sup> Entretien à Maluku, novembre 2023.

## 5. Conséquences humanitaires, socioéconomiques et besoins des personnes affectées par le conflit

### 5.1. Conséquences humanitaires et socio-économiques

Les divers entretiens mettent en surface plusieurs conséquences humanitaires, reflétant l'ampleur des souffrances causées par le conflit entre les Tékés et les Yaka sur les populations habitant le commune urbano-rurale de Kinshasa.

#### 5.1.1. *Perte de biens des populations civiles et faible assistance humanitaire*

Le conflit a entraîné une sérieuse de dépossession, avec de nombreux individus ayant perdu leurs biens, qu'il s'agisse de terres, de logements, ou d'entreprises (petites commerces, motos, etc.). La mention de personnes ayant perdu d'importants capitaux financiers souligne l'impact économique profond du conflit, créant des situations individuelles tragiques et déstabilisantes aux conséquences psychologiques. Ainsi témoigne un acteur local : « *les déplacés ne sont pas regroupés ni même répertoriés. C'est seulement quelques organisations comme nous qui essaient de constituer les listes des bénéficiaires pour se rendre compte qu'il y a ceux qui sont partis dans les familles d'accueil et d'autres qui passent la nuit dehors à Kinshasa* »<sup>71</sup>. Les services administratifs n'ont pas été épargnés car certains chefs de quartier ont souligné avoir tout perdu et se trouvant ainsi dans une incapacité de produire leurs rapports annuels. Et pourtant ce sont eux qui sont censé remonter les informations sécuritaires du niveau local en tant que représentants de l'autorité étatique au niveau local.

En effet, la trajectoire du conflit, initialement limitée à des questions coutumières, a pris une dimension plus vaste, touchant tous de

---

<sup>71</sup> Entretiens à Maluku, novembre 2023.

nombreux villages de Maluku avec une hostilité généralisée envers les Tékés, indépendamment de leur implication dans le différend initial de Kwamouth. Les Bayaka, identifiés comme Mobondo, ont adopté des tactiques agressives, menant des attaques pernicieuses contre les populations Tékés. Cette violence s'est traduite par des pertes humaines significatives, y compris des chefs coutumiers, des hommes, des femmes et des enfants tékés étant les principales cibles. Les attaques ont généré une crise humanitaire aiguë, caractérisée par des enlèvements, des pertes de vie importantes et des déplacements massifs de populations. La situation actuelle nécessite une réponse humanitaire immédiate pour atténuer les souffrances et restaurer la stabilité. Les violences ont profondément altéré les relations séculaires entre les Tékés et les Yaka, compromettant sérieusement la coexistence pacifique qui avait prévalu pendant des générations. A cet effet, un chef de quartier à Maluku témoigne : *« ce conflit avec les Mobondo a commencé initialement avec des discussions de médiation. En tant que chef de quartier, j'ai tenté de les réconcilier pour mettre fin aux conflits, mais après une semaine, les hostilités ont repris et ils ont commencé à attaquer violemment les maisons des Tékés. Ils ont saccagé le bureau du quartier, forçant les agents à fuir, et même les policiers ont quitté le quartier. Les autorités ont déployé les soldats de la FARDC, ce qui a fait fuir les Mobondo, mais nous avons tout perdu ici dans le quartier Inga : nos champs, nos maisons, etc. Cette situation, issue de Kwamouth, est désolante avec son extension jusqu'à Kinshasa. Les Mobondo ont même attaqué nos bureaux, pillant tout sur leur passage. Nous avons été dépossédés de nos chaises, de nos tables, et ils ont même détruit nos documents, nous laissant dans l'incapacité de rédiger nos rapports pour cette année. Normalement, le conflit de Kwamouth ne devrait pas toucher tous les territoires où vivent les Tékés, mais je soupçonne l'implication de politiciens alimentant ce conflit dans le cadre de leurs stratégies politiques visant à l'étendre au-delà de Kwamouth. »*.<sup>72</sup> Un autre chef de quartier note : *« après avoir chassé les Tékés, les miliciens des Mobondos vendent les champs (les produits des qui se trouvent dans les champs) des Tékés à d'autres Yaka et d'autres*

---

<sup>72</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, Novembre 2023.

*personnes qui se trouvent en ville à Kinshasa. Par exemple de nombreuses femmes commerçantes Yaka ou autres achètent des champs auprès des Mobondo pour récolter les produits abandonnés ou non contrôlés par les chefs locaux. Nous aurons une crise alimentaire grave ici à Kinshasa parce que ce que nous mangeons vient de Maluku. Maintenant les fermiers se sont enfuis et les miliciens Yaka ont récupérés les champs et toutes les récoltes mais n'ont pas semé de nouveau».*<sup>73</sup> Dans ces entretiens les répondant montrent cette inquiétude de la potentielle crise alimentaire car les Mobondo vendent les champs pour y exploiter les produits agricoles existants sans besoin d'y replanter d'autres. C'est en quelque sorte un achat seulement des produits des champs qui y sont pour les revendre à Kinshasa sans penser au renouvellement de ces produits car une fois le champ est vide, il est abandonné pour acquérir un autre ayant des produits. Ainsi, il ne s'agit pas ici de vendre les champs pour usage de manière permanente mais seulement pour récolter les produits agricoles qui y sont cultivés sans remplacer ces derniers.

### ***5.1.2. Perturbations des activités agricoles et insécurité alimentaire***

Les déplacements massifs de populations ont perturbé les activités agricoles et la production alimentaire, contribuant à une insécurité alimentaire généralisée. Les communautés touchées font face à des défis constants pour subvenir à leurs besoins alimentaires de base, accentuant la vulnérabilité de ceux qui sont pris au piège du conflit.

Les mouvements massifs de populations dus au conflit entre les Tékés et les Yaka ont eu des conséquences significatives sur les activités agricoles, en particulier dans les villages de Ndulu et Kimpeti. Une analyse approfondie de l'impact direct sur l'agriculture, mettant en évidence les dommages causés aux champs et les implications sur la sécurité alimentaire locale.

Selon l'interview menée avec une responsable de l'OSC FSPD à Kinshasa le 24 novembre 2023, les villages touchés par le conflit de Kwamouth à Maluku étaient initialement des zones agricoles prospères.

---

<sup>73</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, Novembre 2023.

Le conflit a précipité une perturbation majeure, entraînant la destruction physique des champs.

Les impacts sur les activités agricoles sont multidimensionnels. Premièrement, la destruction des champs a résulté en une perte immédiate de moyens de subsistance pour les agriculteurs locaux. Cette situation a été exacerbée par le fait que certains ont été contraints de fuir, laissant derrière eux leurs terres cultivables. Ainsi, une interview d'une responsable de la FSPD confirme cette réalité : « *le champ de plus de 5000 hectares que ces mamans exploitaient est devenu une base de commandement militaire des soldats de la FARDC qui sont sur place. Ce qui a fait que les femmes que nous encadrons n'ont pas récolté cette année et éprouvent beaucoup des difficultés à reprendre leurs travaux champêtres* »<sup>74</sup>.

La perturbation des activités agricoles a également des implications graves pour la sécurité alimentaire. Les communautés locales, initialement autonomes sur le plan alimentaire grâce à leurs pratiques agricoles, se trouvent désormais confrontées à un déficit alimentaire critique. Cette analyse met en évidence l'interconnexion complexe entre les déplacements de populations, la perturbation des activités agricoles et les conséquences directes sur la sécurité alimentaire. Ces éléments renforcent la nécessité d'une intervention urgente pour restaurer la stabilité dans la région, rétablir les moyens de subsistance agricoles et garantir la sécurité alimentaire des populations touchées. En parlant de la menace de l'insécurité alimentaire, un chef local à Maluku note : « *bientôt nous serons tous en crise alimentaire car les produits agricoles que les Kinois consomment viennent des Tékés qui sont aujourd'hui en déplacement. Qui a menti aux Yaka que le plateau de Batéké leur appartient et que le nom devrait changer en plateau lunda depuis toujours le plateau appartient aux Tékés et les Yaka ont été accueilli par les Tékés* ». <sup>75</sup>

---

<sup>74</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, Novembre 2023.

<sup>75</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, Novembre 2023.

La perturbation des systèmes agricoles locaux est mentionné par un autre chef de quartier local de Maluku qui observe : *« depuis que ce conflit a commencé ici à Maluku, nous sommes en pénurie d'engins dans les Hauts-Plateaux des Batékés. Nous manquons du matériel pour cultiver nos champs. Les miliciens « Mobondo » ont détruit nos tracteurs et nous ne savons plus faire l'agriculture. Nous demandons donc au gouvernement de nous fournir des tracteurs pour cultiver le champ. Le plateau de Batéké vit de l'agriculture et Kinshasa consomme les produits du Plateau. Sans ces engins nous sommes au chômage et Kinshasa sera dans le manque des produits agricoles. Nous sommes en manque de moto pour se déplacer car lorsque les FARDC sont venus pour chasser les miliciens Mobondo, les motards ont fui en abandonnant leurs motos et les FARDC ont récupéré les motos et maintenant nous n'avons plus de moyens de circulation »*.<sup>76</sup> Ainsi, les activités agricoles étant devenues difficiles dans les plateaux des Batékés, cela influe sur les prix des produits agricoles sur le marché Kinois et si les mesures d'urgences ne sont pas prises rapidement, ça pourrait devenir de plus en plus pire au fil du temps.

### ***5.1.3. Violences basées sur le Genre (VBG), malnutrition et conditions hygiéniques déplorables***

Un membre de l'ONG « Cause Rurale » mentionne l'accroissement des cas des violences basées sur le genre comme une conséquence directe du conflit. Ces violences peuvent prendre diverses formes, allant des agressions physiques aux abus sexuels, exacerbant la détresse des communautés touchées, en particulier des femmes et des enfants. Ainsi témoigne un acteur local : *« une femme qui prend fuite et qui n'a pas où passer la nuit dort dehors et se voit vouée à elle-même. Aujourd'hui, les militaires envoyés pour sécuriser ont mis des barrières pour accéder au niveau du village. Pour certains villages il y a jusqu'à 3 barrières et à chacune d'elles il faut payer soit 1000 Francs Congolais ou 2000 Francs congolais avant de traverser. Pour une femme, avoir même 500Francs congolais sans occupation suite au conflit c'est difficile et*

---

<sup>76</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

*quand elle n'en a pas, qu'est ce qui va se passer ? Cette précarité renforce les violences contre les femmes exposées au conflit »<sup>77</sup>.*

Les conditions de déplacement, l'insécurité alimentaire et l'accès limité aux soins de santé ont contribué à une situation de malnutrition. Les déplacés, en particulier les enfants, sont exposés à des risques accrus de malnutrition, avec des conséquences à long terme sur leur santé et leur bien-être.

#### ***5.1.4. Dispersion des déplacés à Kinshasa et impact sur la scolarité***

Les entretiens soulignent que les déplacés sont dispersés dans des écoles et des familles d'accueil à Kinshasa. Cette dispersion souligne la nécessité de solutions d'accueil temporaires, mais elle pose également des défis logistiques et sociaux importants, tels que l'accès limité aux services de base, l'éducation, et la santé. L'absence de prise en charge des autorités locales à Kinshasa est une dimension préoccupante. En l'absence d'un plan de contingence et d'une réponse coordonnée, les déplacés à Kinshasa ont été laissés sans soutien adéquat, exacerbant leur vulnérabilité et compromettant leur capacité à se rétablir. Cette situation a de forts impacts sur la scolarité des élèves comme en témoigne un responsable de l'ONG locale : *« la scolarité des enfants est interrompue. Personnellement, je me suis rendu au village Kapolo en septembre 2023, avant la rentrée scolaire. J'ai rencontré un enseignant dans une école et je lui ai demandé s'il y aurait une rentrée scolaire. Il m'a invité à observer le village déserté et m'a demandé comment cela serait possible (...) Plus tard, j'ai effectivement remarqué que certaines écoles n'ont pas rouvert leurs portes. »<sup>78</sup>.*

---

<sup>77</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>78</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, Novembre 2023.



## 5.2. Besoins des personnes affectées par le conflit de Kwamouth dans la Commune de Maluku à Kinshasa

### 5.2.1. Besoins essentiels et priorités humanitaires à Maluku

Les entretiens mettent en lumière des besoins cruciaux parmi les personnes touchées par le conflit. Il s'agit notamment d'abris, prise en charge psychologique, soins médicaux, scolarité des enfants déplacés, de vivres et de non-vivres, soulignant l'urgence de répondre aux besoins de base de la population déplacée. Ces éléments sont fondamentaux pour assurer la survie et le bien-être des personnes affectées par le conflit dans la commune de Maluku. Ainsi déclare un acteur d'une ASBL locale : *« Tout d'abord, il est nécessaire de mettre en place un site pour accueillir tous les déplacés identifiés, qu'ils viennent de Bandundu pour se rendre à Kinshasa ou de Maluku, afin qu'ils soient regroupés dans un seul lieu. Ensuite, il est essentiel d'identifier toutes les familles d'accueil ici à Kinshasa et à Maluku, car certaines familles de Maluku ont également hébergé des déplacés venus du Grand Bandundu. En identifiant ces familles et en renforçant leurs capacités à prendre en charge ces déplacés, cela serait bénéfique. Pour les personnes rentrées chez elles, celles-ci ne retournent pas dans le Grand Bandundu mais plutôt dans le plateau des Batéké. Une fois chez eux, ils se retrouvent sans ressources, bien qu'ils puissent retrouver leur maison, leurs champs ne sont plus accessibles, alors que c'est leur principale source d'activité. Il est donc nécessaire de les identifier et de réfléchir à la manière dont nous pouvons renforcer leur situation financière pour assurer leur survie. »*<sup>79</sup>. De ce qui précède, il y a lieu de noter également les besoins qui sont ressentis pour les personnes retournées et pour les familles d'accueil des déplacés. Les familles d'accueil des déplacés sont confrontées également à plusieurs difficultés car ils ont non seulement un problème de capacité d'accueil, dans leurs ménages mais également se voient le coût de vie revu à la hausse à cause de la taille du ménage. Plusieurs d'entre elles ne se sont même pas préparées à cet accueil des déplacés, ce qui peut aussi aboutir à des difficultés de cohabitation si les mesures nécessaires ne sont pas

---

<sup>79</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

prises rapidement. Cela conduit également à multiples déplacements, car certains déplacés faisant face au coût de vie élevé en milieu urbain préfèrent se déplacer encore vers d'autres endroits en milieu rural sans rentrer dans leurs milieux d'origine.

S'agissant des personnes retournées, il se fait remarquer que nombreux sont confrontés à multiples difficultés, créant ainsi d'autres besoins spécifiques à eux. Nombreux se voient obligés de retourner dans leurs zones d'origine suite aux conditions des vies précaires dans leurs zones de déplacement, et cela malgré les risques liés à l'insécurité qui les attendent. Dans nos entretiens, il a été mentionné à plusieurs reprises le problème de manque de manque d'assistance financière pour permettre à ces derniers de trouver des moyens de relancer quelques activités génératrices de revenus. Nombreux trouvent leurs maisons déjà détruites et leurs biens pillés. C'est pour cela qu'un besoin en assistance financière, en abris, en semences, formation, prise en charge psychologique, soins de santé, mais aussi en sécurité physique se fait ressentir chez les retournés car ils vivent pour la plupart des cas dans la psychose liée au manque de paix à leur retour.

Dans ce volet des priorités, un chef local note l'étendue de la vulnérabilité des populations locales : *« nous vivons dans de mauvaises conditions depuis que le conflit a éclaté. Une personne qui dormait sur un matelas aujourd'hui dort sur un carton ou à même le sol à cause des pillages. Ils ont tout pillé, nous avons besoins d'aide humanitaire pour avoir une meilleure vie sociale. Il y a aussi la famine parce que nous ne labourons plus le sol. Nous n'avons plus d'argent pour scolariser nos enfants ou acheter des vêtements. Et c'est comme ça dans presque tous les quarter de Maluku »*<sup>80</sup>. En complément sur ce volet des priorités humanitaires, d'autres responsables locaux à Maluku nous ont fait savoir ce qui suit : *« Pour aider les déplacés, vous devez d'abord passer par les bureaux, sinon votre aide risque de tomber entre les mains des habitants du village, qui ne prendront pas nécessairement en considération les membres d'autres groupes ou quartiers. Il est important de noter qu'en dehors des Tékés, d'autres tribus ont*

---

<sup>80</sup> Entretiens à Kinshasa /Maluku, novembre 2023.

*également perdu leurs champs, car les Mobondo ont pillé les biens de toutes les tribus qui ne sont pas Yaka, y compris de nombreux biens appartenant aux Yaka eux-mêmes. Nous avons besoin de matériel agricole pour labourer, car nous n'en avons actuellement plus. De plus, nous n'avons plus d'argent pour cultiver nos champs, et les motards n'ont plus de motos car celles-ci leur ont été dérobées. Notre besoin principal est financier. Le gouvernement doit nous fournir des fonds pour que nous puissions reprendre le travail. Nous avons également besoin de graines, de boutures, car nous avons tout à recommencer, donc le gouvernement doit nous aider financièrement. Le besoin le plus urgent est le logement. De nombreuses maisons ont été détruites. Le gouvernement doit nous aider à reconstruire nos habitations »<sup>81</sup>.*

Les besoins essentiels à Maluku traduisent dans la plupart des cas la vulnérabilité criante des populations locales comme en témoigne cette interviewée : *« Il existe de nombreuses priorités à prendre en compte. Les individus se trouvent dans l'incapacité de subvenir correctement à leurs besoins essentiels en raison de l'augmentation du coût de la vie. Les parents sont contraints de vendre des sachets d'eau à 50 Francs congolais l'unité afin de garantir à leurs enfants un repas à la fin de la journée. D'autres déplacés se voient contraints de collecter des braises au niveau du beach (Libongo) ou d'acheter du maïs auprès des vendeurs pour trouver de quoi se nourrir (...) Les déplacés ont un besoin urgent de logement, de ravitaillement alimentaire, de scolarisation pour leurs enfants et d'emplois pour les parents. Nous, habitants de Maluku, souhaitons également que ces déplacés retournent dans leurs communautés d'origine afin que nous puissions reprendre notre mode de vie normal, car depuis leur arrivée, nous avons du mal à nous procurer suffisamment de nourriture. »<sup>82</sup>.* De ce qui précède, il y a lieu de noter le coût de vie qui a augmenté dans les zones d'accueil tandis que l'approvisionnement en produit a diminué, et la population locale pointe le doigt aux déplacés comme étant à la base de cela et demandant que ces derniers rentrent chez eux. Plusieurs

---

<sup>81</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>82</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

personnes rencontrées ont noté l'augmentation aussi des vols simples dans les zones d'accueil, la prostitution, car les déplacés dépourvus des moyens de survie s'adonnent à différentes pratiques pour survivre. Tout ceci crée des lamentations dans le camp des populations d'accueil, ce qui peut occasionner des tensions et conflits entre autochtones et déplacés si les mesures urgentes ne sont pas prises.

### ***5.2.2. Insécurité physique, abris inadéquats, absence des soins médicaux et du suivi psychologique des déplacés***

La mention des besoins en soins médicaux et psychologiques souligne les conséquences humanitaires profondes du conflit. Outre les dommages matériels, les traumatismes psychologiques et les problèmes de santé mentale nécessitent une attention particulière. Cette dimension humanitaire du conflit nécessite des interventions spécialisées pour soutenir la santé mentale et émotionnelle des personnes touchées. Dans un entretien fait à Maluku, il est indiqué ce qui suit : *« parmi les déplacés du conflit le long du fleuve Congo, certains se sont rendus à Brazzaville. Il est impératif que le gouvernement trouve un moyen de les rapatrier dans leur région d'origine. Les soldats de la RDC devraient assurer la sécurité en procédant à des fouilles dans les forêts et les champs, car des rebelles s'y cachent, entravant ainsi l'agriculture. Toutes ces difficultés ont un impact sur Maluku, dont l'économie repose largement sur l'agriculture. Nous constatons déjà une augmentation des prix ; par exemple, un sachet de fufu de farine de manioc qui coûtait 1500 Francs Congolais est désormais vendu à 2000 Francs Congolais. De même, le prix de la chikwangue est passé de 500 à 1000 Francs Congolais. Les enfants déplacés ne peuvent pas fréquenter l'école, et il y a un manque d'établissements scolaires à Maluku, certains étant occupés par les déplacés. À Kwamouth, les enseignants ont fui à l'arrivée des Mobondo et n'ont toujours pas repris leurs activités, et les infrastructures scolaires ont été endommagées. L'insécurité persiste sur les routes menant à Kwamouth, ce qui décourage certains agents d'aide humanitaire de s'y rendre, de peur pour leur vie. »*<sup>83</sup>. Il se fait constater un problème d'accès humanitaires dans les zones aux conflits car la

---

<sup>83</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

sécurité y reste volatile et cela pousse que plusieurs acteurs humanitaires émettent des réserves de s’y déployer.

Un autre interviewé témoigne en rapport avec la situation humanitaire :  
«

*Les déplacés présents à Maluku ont besoin d'une prise en charge psychologique, car ils manquent de presque tout. Nous avons déjà effectué des recensements avec leurs noms et numéros, notamment pour ceux qui ne sont pas accueillis en famille d'accueil. Certains déplacés n'ont pas les moyens de payer une caution pour louer une maison ici. Il est nécessaire de créer un site où nous pourrions les accueillir. Ils ne disposent pas de moustiquaires, et l'école où ils sont hébergés n'a même pas de porte ; ils dorment sur des cartons faute de matelas ou de lits convenables (...) À mon avis, le principal besoin réside dans la prise en charge des personnes déplacées, car elles manquent véritablement de tout. Elles ont besoin d'aide sociale, elles ne travaillent pas, leurs enfants ne vont pas à l'école, et elles sont dans l'incapacité de louer un logement. À Maluku, le nombre d'habitants a considérablement augmenté en raison de l'afflux de déplacés, et la nourriture disponible ne suffit pas pour tous. Nous observons une augmentation des prix. En termes de sécurité, certains déplacés se livrent désormais au vol dans les maisons des habitants »<sup>84</sup>.*

L'appel à un retour à la paix comme condition préalable pour permettre aux personnes de reprendre leurs activités agricoles et de reconstruire leur vie souligne la corrélation directe entre la stabilité sociale et la reprise des moyens de subsistance. Cela met en évidence la nécessité d'actions concrètes pour résoudre le conflit et créer un environnement propice à la reprise des activités économiques dans les villages affectés par le conflit à Maluku et dans d'autres zones des provinces voisines affectées également par ce conflit (Mai-Ndombe, Kwilu, Kwango).

---

<sup>84</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

## 6. Analyse des actions des autorités politico-administratives et des acteurs sociopolitiques

L'échec des initiatives gouvernementales dans la résolution du conflit suggère la nécessité urgente de repenser les stratégies et de s'engager dans des approches plus nuancées et adaptées au contexte. Les leçons tirées de ces échecs pourraient orienter la formulation de nouvelles stratégies, mettant l'accent sur la compréhension approfondie des causes du conflit, l'implication significative des parties prenantes locales, et la promotion de solutions axées sur le dialogue et la coexistence pacifique.

### 6.1. Mesures locales, nationales et internationales pour résoudre le conflit

Selon les informations recueillies lors de divers entretiens de novembre et décembre 2023 divers acteurs sociaux, la réponse gouvernementale au conflit entre les Tékés et les Yaka a été largement centrée sur une intervention militaire. Cependant, cette approche a suscité des critiques et est associée à des échecs dans la résolution efficace du conflit. Examinons de plus près les principaux aspects de cette dynamique complexe.

#### *6.1.1. Interventions militaires à l'épreuve d'un bilan mitigé*

Le recours quasi-systématique à l'intervention militaire comme principal moyen de résolution du conflit est aujourd'hui remis en question. Le recours à la force militaire est souvent inapproprié pour résoudre des tensions communautaires profondes, et dans ce cas, il semble n'avoir pas atteint ses objectifs. En effet, les entretiens suggèrent que cette approche n'a pas réussi à instaurer la paix ou à atteindre les causes sous-jacentes du conflit<sup>85</sup>.

L'appel à l'intervention militaire dans le contexte des conflits à Maluku, tel que souligné par un autre interviewé, met en avant la nécessité

---

<sup>85</sup> Entretiens à Kinshasa / Ndjili, décembre 2023.

pressante d'une action plus musclée des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) pour rétablir la paix dans la zone. Cette demande repose sur plusieurs constats spécifiques, étayés par les déclarations des interviewés : *« Il faut une solution en toute urgence car on tue les gens. Chez moi il n'y a plus des gens. Je suis du plateau des Batéké, mon village se trouve avant que vous n'arriviez à Mankana à 1km de chez moi à gauche, tout le monde a fui, il n'y a plus des personnes là-bas, ce sont les personnes qu'on appelle des Mobondo qui l'occupent et les militaires déployés n'y ont pas encore accès »*<sup>86</sup>.

D'autres interviewés soulignent l'insuffisance des mesures prises par le gouvernement congolais pour résoudre la crise de Kwamouth et son expansion. Ils expriment une certaine méfiance envers l'efficacité des actions entreprises jusqu'à présent et plaident en faveur d'une intervention militaire directe pour mettre fin aux violences et restaurer l'ordre. Alors que certains interviewés critiquaient l'option des interventions militaires, d'autres par contre suggèrent que l'intervention militaire est perçue comme la solution la plus efficace pour arrêter les auteurs de troubles, y compris ceux qualifiés de « Mobondo ». Cette perspective témoigne du besoin de restaurer l'ordre par des moyens coercitifs notamment la mobilisation pleine des FARDC face à une situation de violence persistante mais témoigne de l'insuffisance des militaires et des tracasseries auxquelles se livraient ceux-ci au lieu de véritablement traquer les membres des milices « Mobondo »<sup>87</sup>. Un chef local observe : *« pour le quartier de Nguma, le Gouvernement avait envoyé des soldats pour sécuriser la population et ses biens, mais les Mobondo ont brulé la Jeep des FARDC et ils ont même tué un soldat des FARDC. Le Gouvernement devrait donc envoyer plusieurs soldats dans les territoires touchés par les conflits »*<sup>88</sup>. Un autre chef local observe : *« un soldat a été tué à quelques mètres du bureau de quartier. Ces miliciens n'ont même pas peur des autorités. Ils ont pillé le bureau du quartier et nous manquons de tout ici, nous n'avons ni chaise, ni*

---

<sup>86</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>87</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>88</sup> Entretien à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

*table et même pas de document pour faire nos rapports »<sup>89</sup>. Plus loin, un autre chef d'un autre quartier de Maluku affirme : « nous n'avons vu aucun apport de la part des autorités dans mon village et il y a un quartier totalement vidé de tous les habitants qui se sont enfuis jusqu'aujourd'hui. Dans mon quartier, le gouvernement n'a mené aucune action pour aider ces gens à retourner chez eux. Et c'est comme ça dans plusieurs villages. Nous les chefs de quartier nous avons fait des rapports et des memos aux autorités mais nous n'avons eu aucune suite favorable. Le gouvernement n'a rien mis à notre disposition afin que nous puissions apporter des solutions dans nos quartiers. C'est ainsi donc que nous ne faisons que des rapports des dégâts hebdomadaires, voire quotidiens de la part des miliciens Mobondo »<sup>90</sup>.*

### ***6.1.2. Résultats mitigés des missions de pacification conduites par la Vice-Primature de l'Intérieur***

Les missions de pacification, diligentées par la présidence de la République en 2022 pour une durée de six mois, sont soulignées comme ayant échoué dans leur objectif. Cette défaillance indique des déficiences dans la conception, la mise en œuvre ou la durée de ces missions. L'absence de résultats tangibles met en évidence la nécessité de repenser les approches de pacification, en les rendant plus adaptées aux réalités locales et aux spécificités du conflit<sup>91</sup>. Ainsi déclare un interviewé : « en 2022, on avait envoyé le chef Mini-Kongo et une délégation gouvernementale sur place à Kwamouth mais ils ont échoué »<sup>92</sup>. Il en ressort que les tentatives de dialogue, menées à travers le ministère de l'Intérieur, sont également signalées comme n'ayant jamais abouti. Cette impasse dans les négociations souligne des obstacles structurels ou politiques qui entravent la recherche de solutions pacifiques. La difficulté à établir un dialogue significatif entre les parties en conflit met en lumière des problèmes fondamentaux dans les mécanismes de médiation.<sup>93</sup> L'information sur la mission

---

<sup>89</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>90</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>91</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

<sup>92</sup> Entretiens à Kinshasa, décembre 2023.

<sup>93</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, décembre 2023.



gouvernementale est corroborée par la presse tel qu'on peut le lire dans cet article de décembre 2022 :

« Le vice-premier ministre, ministre de l'intérieur, Daniel Aselo a désigné "le grand chef coutumier Sa Majesté Mini Kongo Fabrice Kavabioko" pour effectuer une deuxième mission de pacification dans les provinces de Mai-Ndombe, de Kwango et du Kwilu. Il s'agit de la deuxième phase après celle effectuée lors de la suspension du trafic sur la RN17 où des assaillants armés menaient des incursions. La durée de cette nouvelle mission est de 14 jours. À Kwamouth, plusieurs personnes n'apprécient pas l'envoi de cette mission au motif que de nombreux cas de morts ont été enregistrés à la suite de la précédente arrivée de cette autorité traditionnelle. Les acteurs de la société civile de Kwamouth plaident par ailleurs pour un renfort de l'armée qui, actuellement, récupère certains villages occupés des mains des assaillants." Nous sommes informés d'un ordre de mission autorisant Messieurs Mini Kongo, Kiamvu et Sadam d'effectuer une mission de paix dans le territoire de Kwamouth, les provinces de Kwilu et Mai-Ndombe. Or, après son passage la fois passée sur l'axe routier, les affrontements avaient multiplié les effets, beaucoup de cas de décès parmi lesquels, plusieurs chefs coutumiers Teke", dit Martin Suta, vice-président de la société civile de Kwamouth »<sup>94</sup>.

Face à la persistance des milices « Mobondo » composées principalement des miliciens Yaka jusqu'à l'aube de 2024, il y a lieu de considérer que l'option de dialogue ainsi que l'option militaire n'ont pas été satisfaisantes pour mettre définitivement fin à ce conflit. Les échecs des initiatives précitées révèlent des lacunes stratégiques dans l'approche gouvernementale pour résoudre le conflit. Ces lacunes résident dans une compréhension insuffisante des dynamiques communautaires, un manque de consultation des acteurs locaux clés et une focalisation excessive sur des solutions militaires plutôt que sur des approches plus holistiques et inclusives<sup>95</sup>. Le Gouvernement provincial semble avoir fait un geste en faveur des populations déplacées mais cela

---

<sup>94</sup> ACTUALITE.CD : « conflit communautaire à Kwamouth : le chef coutumier Mini Kongo dépêché pour une deuxième mission de pacification dans le Bandundu », disponible sur <https://actualite.cd/2022/12/05/conflit-communautaire-kwamouth-le-chef-coutumier-mini-kongo-depeche-pour-une-deuxieme>, consulté le 22/1/2024.

<sup>95</sup> Entretiens à Kinshasa / Maluku, novembre 2023.

semble dérisoire : « le gouvernement provincial avait donné au début 100.000 Francs congolais à certaines familles comme aide et c'est tout, donc aujourd'hui ils ont encore besoin d'aide. Lorsque ces déplacés ont une aide cela permet aux familles qui les ont accueillis de souffler un peu. Moi par exemple, j'ai apporté mon aide à une famille de huit personnes qui étaient venues vivre chez moi lorsqu'ils ont trouvé un domicile grâce au responsable de leur église, j'ai vraiment souffert car la charge était lourde pour moi »<sup>96</sup>.

Cependant, il est important de noter qu'en Mars 2024, les choses semblent avoir pris une tournure rassurante a priori. En fait, le vice-Premier ministre de l'Intérieur, Peter Kazadi, a présidé une réunion de sécurité le 12/02/2024, où les communautés Teke et Yaka se sont engagées à la paix après trois jours de travaux. Cet engagement a été annoncé par Peter Kazadi dans une vidéo sur son compte X, où des notables des deux communautés ont déclaré avoir enterré la hache de guerre. La signature de cet acte d'engagement devant le chef de l'État est prévue. Environ deux cents personnes, dont des chefs coutumiers et des notables des deux communautés, ainsi que des représentants de la Présidence et des provinces concernées par le conflit, ont participé à ces assises. Le conflit entre les communautés Teke et Yaka dans le territoire de Kwamouth, dans la province du Mai-Ndombe, autour des droits fonciers, a débuté en 2022 et s'est étendu à toute la province de l'ex-Grand Bandundu et aux environs de Kinshasa, entraînant des pertes humaines et le déplacement de milliers de personnes<sup>97</sup>.

## **6.2. Enjeux politico-fonciers comme facteur contre-productif à l'avènement de la paix**

Il ressort des entretiens trois éléments d'analyse autour des enjeux politico-fonciers en connexions avec la ruée des élites politiques sur des espaces fonciers au Plateau des Batékés : politisation des transactions foncières, achat massif des terrains litigieux, instrumentalisation des politiques dans la sécurisation armée des espaces fonciers.

---

<sup>96</sup> Entretiens à Maluku, novembre 2023.

<sup>97</sup> Radio Okapi, « Kinshasa : les Teke et Yaka adoptent un acte d'engagement pour la paix », disponible sur <https://www.radiookapi.net/2024/03/26/actualite/securete/kinshasa-les-teke-et-yaka-adoptent-un-acte-dengagement-pour-la-paix>, consulté le 27/03/2024.

En effet, de nombreux politiciens riches sont directement impliqués dans l'acquisition de terres dans les Plateau des Batéké à Maluku, témoignant d'une interférence politique dans les transactions foncières. Une interview le mentionne en ces termes : « *le problème actuel trouve ses origines dans l'occupation des terres par des fermiers, mais il est exacerbé par l'intervention de politiciens fortunés qui viennent auprès des chefs coutumiers pour acheter des terres. Parfois, ces politiciens achètent jusqu'à cinquante hectares, bien que la superficie acquise ne corresponde pas exactement aux indications figurant sur le titre foncier. Il arrive également que deux individus revendiquent la propriété d'une même parcelle, créant ainsi des conflits qui s'ajoutent aux tensions entre les populations Téké et Yaka. Ces politiciens exploitent ces conflits pour régler d'anciennes disputes foncières entre eux, incitant ainsi les habitants à quitter leurs villages sous prétexte de cohabitation conflictuelle. En tant que politiciens, ils recourent à diverses menaces, et la population locale fait de son mieux pour résister et préserver ses terres. Des cas d'acquisition de terrains par des politiciens sont nombreux dans tout le Plateau des Batékés. Cette situation a commencé à Kwamouth, et les populations se sont déplacées ici à Maluku, mais à l'origine, il s'agissait d'un conflit foncier. Depuis le premier gouvernement du PPRD, des allochtones à la région ont également commencé à acheter des terrains, tout comme le président de la République Joseph Kabila, qui a acquis une grande étendue de terrain à Kingakati, dont les limites sont contestées par certains villageois Tékés. En général, les premiers occupants, qui ont obtenu ces terres de manière coutumière, se voient souvent menacés par des étrangers qui offrent des milliers de dollars aux chefs de groupement ou de quartier, ce qui provoque des contestations qui s'entremêlent aux conflits venus de Kwamouth (...) Ces tensions ont des conséquences telles que des règlements de compte ici à Maluku, où l'on recrute des jeunes pour attaquer le camp adverse, et des conflits entre chefs de village qui dégénèrent. Souvent, celui qui dispose de ressources suffisantes parvient à prendre le dessus sur l'autre en soudoyant les*

*ministères pour obtenir des documents légaux ou en mobilisant l'armée et la police pour assurer sa sécurité.»<sup>98</sup>.*

Ce témoignage souligne la manière dont les transactions foncières sont devenues un terrain de jeu politique, avec des élites politico-économiques riches manipulant le processus d'acquisition de terres dans tout le Plateau des Batékés aussi bien à Maluku que dans son prolongement dans les provinces de Maï-Ndombe et Kwilu, voire Kwango. Les conséquences de ces pratiques d'acquisitions massives des terres coutumières sont visibles à travers les litiges territoriaux et les tensions sociales résultant de l'appropriation contestée des terres sur lesquelles se vit le conflit violent actuel. Les tensions actuelles ont pris une dimension significative en connexion avec le conflit né en 2022 entre les Tékés et les Yaka à Kwamouth avant de s'étendre dans les provinces voisines. Ces éléments d'interconnexion entre enjeux fonciers et élites politiques reflètent un schéma plus large où les facteurs politiques contribuent de manière significative aux conflits fonciers, soulignant l'importance d'une analyse approfondie des dynamiques politiques dans la compréhension des origines de ces conflits en général.

### **6.3. Interventions du Gouvernement congolais**

La nécessité d'impliquer les organisations locales dans la recherche de solutions durables demeure cruciale pour résorber le conflit de Kwamouth. Cependant, il ressort de nos entretiens au niveau local le constat que l'intérêt d'appuyer les déplacés reste faiblement encre au niveau local. Quelques initiatives ont été identifiées mais ne sont nullement suffisantes face à l'étendue de la crise humanitaire et socioéconomique du conflit. Une analyse des mesures gouvernementales s'avère importante.

En effet, il est indiqué que « le 5 octobre 2022, le Président Tshisekedi s'est entretenu à Kinshasa avec les gouverneurs des provinces du Maï-Ndombe, du Kwilu et du Kwango au sujet d'un conflit intercommunautaire entre les Teke et d'autres communautés,

---

<sup>98</sup> Entretiens à Kinshasa, Novembre 2023.

principalement la communauté yaka, dans le territoire de Kwamouth (province du Maï-Ndombe). Le Gouvernement a par la suite créé trois sous-commissions composées de députés nationaux et provinciaux, de spécialistes de ministères provinciaux et de chefs religieux. Le 20 octobre, le Cardinal Fridolin Ambongo a présenté au Premier Ministre Sama Lukonde les résultats d'une mission d'établissement des faits qu'il avait menée dans la province du Maï-Ndombe et a prévenu que le conflit allait s'étendre à d'autres zones, notamment à Kinshasa »<sup>99</sup>.

Il ressort de nos investigations que le Gouvernement congolais a pris 4 mesures importantes qui ont allégé relativement la situation sécuritaire dans la région en conflit mais qui sont loin d'apporter une stabilité socioéconomique durable et faciliter une résilience des populations locales. Ces mesures comprennent :

- Les missions commanditées par le Gouvernement pour permettre le dialogue social et politique en mobilisant des chefs coutumiers influents aussi bien chez les Tékés que chez les Yaka et des commissions avec d'autres acteurs importants notamment religieux ;
- L'envoi des militaires pour combattre les miliciens Mobondo aussi bien à Mai-Ndombe, au Kwango, au Kwilu et à Kinshasa ;
- L'activation de la justice qui a jugé près d'une centaine des miliciens Mobondo et condamné certains d'entre eux à des lourdes peines exemplaires ;

Néanmoins l'assistance gouvernementale pour la gestion des déplacés demeure quasi-inexistante aussi bien dans les 4 provinces affectées qu'à l'étranger (Congo-Brazzaville).

En parallèle du Gouvernement central, l'Assemblée provinciale de Kinshasa a interpellé le Gouvernement provincial sur la situation des déplacés à Maluku mais il ressort de nombreux entretiens sur le terrain que les interventions du Gouvernement provincial demeurent largement insignifiantes par rapport à l'immensité des besoins et à l'étendu des problèmes humanitaires.

---

<sup>99</sup> MONUSCO, Rapport du Secrétaire général, S/2022/892, 30 novembre 2022.

## 7. Conclusion et Recommandations de l'étude

### 7.1. Synthèse des principales conclusions

La recherche approfondie sur le conflit Teke-Yaka à Kwamouth a révélé une toile complexe d'interactions entre des facteurs historiques, des manipulations politiques et des tensions identitaires. Les origines foncières du conflit, centrées sur les revendications territoriales et les pratiques agricoles contestées, ont jeté les bases des antagonismes persistants entre les communautés Teke et Yaka.

À travers l'exploration des origines du conflit entre les tribus Téké et Yaka à Kwamouth, cette recherche a scruté les multiples facettes d'une crise qui s'est étendue bien au-delà de ses frontières initiales. L'étude se fonde à cet effet sur trois principales conclusions allant des racines foncières du conflit, des influences externes dans la politisation du conflit, des impacts locaux à Maluku, des actions des autorités et des besoins urgents.

Tout d'abord, des tensions foncières ont allumé la mèche d'un conflit entre les Tékés et les Yaka, se transformant rapidement en une tragédie humaine aux ramifications régionales. Comprendre les origines a été essentiel pour appréhender l'ampleur actuelle du conflit. L'étude apporte une contribution sur l'analyse des influences externes autour politisation : Des « mains noires » opérant dans l'ombre, des milices « Mobondo » politisées, l'hypothèse de forces étrangères – autant d'éléments suggérant une complexité politique qui a exacerbé les hostilités et compliqué la résolution du conflit.

Ensuite, l'analyse des impacts socio-économiques et humanitaires locaux à Maluku a démontré des conséquences graves du conflit sur la commune urbano-rurale de Maluku qui a été à la fois témoin des déplacements massifs et site d'accueil des déplacés venant d'autres provinces, touchant aussi profondément la vie quotidienne des habitants. Les problèmes humanitaires, sociaux et économiques exigent une réponse coordonnée et efficace.

Enfin l'analyse des actions des autorités pose une déconnexion avec des besoins urgents et questionne la stratégie même de l'intervention des autorités gouvernementales. Jugées nécessaires mais inefficaces voire insatisfaisantes, ces interventions qui étaient fondées plus sur la militarisation sont perçues comme une réponse nécessaire mais pas suffisante d'où l'importance pour le gouvernement de réévaluer l'efficacité de ces mesures. Les besoins urgents en termes de sécurité, de retour des déplacés, et de soutien socio-économique nécessitent une attention particulière. Les solutions durables nécessitent une intervention gouvernementale éclairée, impliquant la sécurité des zones touchées, la facilitation du retour des déplacés et la promotion du dialogue intercommunautaire. Dans le même ordre, l'appel à l'aide internationale et locale est exprimé par les populations. Les témoignages recueillis appellent à une assistance internationale, nationale et locale de manière urgente. Les conditions précaires des déplacés exigent une prise en charge immédiate, soulignant la nécessité d'une coordination des efforts nationaux et internationaux.

Les principales conclusions sont contrastées. En effet, La crise entre les tribus Téké et Yaka en RDC est un récit entrelacé de défis complexes. Des origines du conflit à ses répercussions à Maluku, des influences externes à la réponse des autorités, chaque élément interagit pour former une trame inextricable. La coordination d'efforts et des solutions adaptées sont nécessaires pour amorcer une voie vers la paix.

Cette recherche aspire à être une lumière dans la compréhension de cette crise complexe. Toutefois, elle demeure limitée par la fluidité des situations de conflit et la nécessité d'ajuster les analyses aux développements récents. Des études futures devraient s'attarder sur des aspects spécifiques, offrant ainsi une compréhension encore plus approfondie des dynamiques en jeu. Cette conclusion cherche à transcender les réponses évidentes pour encourager une réflexion profonde sur la complexité de la crise et à motiver des actions concertées vers une résolution durable. La route vers la paix est complexe, mais c'est un parcours essentiel pour restaurer l'harmonie dans une région déchirée par le conflit.

L'étude est confrontée à certaines limites, notamment le manque d'accès direct aux zones primaires du conflit (territoire de Kwamouth) en raison de la dangerosité de la situation mais cette limite est corrigée par l'étude des données primaires collectées directement en commune urbano-rurale de Maluku en tant que zone d'expansion du conflit. De plus, la complexité du conflit et la diversité des acteurs impliqués peuvent rendre difficile une compréhension exhaustive de toutes les dynamiques en jeu. Nous avons fait tout le nécessaire pour rendre compréhensible les enjeux en présence.

Pour des recherches futures, il serait bénéfique d'approfondir l'analyse des implications politiques du conflit, en identifiant spécifiquement les acteurs et les motifs qui sous-tendent leur implication. Une étude approfondie des mécanismes de manipulation politique et de financement des milices Mobondo pourrait fournir des informations cruciales. De plus, une exploration plus approfondie des initiatives de médiation et de résolution, tant au niveau local qu'international, pourrait aider à comprendre les possibilités de construire des ponts entre les communautés en conflit. Les recherches futures pourraient également se pencher sur les conséquences humanitaires du conflit, en se concentrant sur les besoins immédiats des populations déplacées et les lacunes dans l'aide gouvernementale. La compréhension du conflit Teke-Yaka né à Kwamouth et étendu à Maluku à Kinshasa nécessite une approche multidimensionnelle, combinant les dimensions historiques, politiques, sociales et identitaires. Les efforts de recherche futurs devraient viser à fournir des analyses plus détaillées et des recommandations spécifiques pour aborder les causes profondes du conflit et faciliter la construction d'une paix durable dans la région.

## 7.2. Recommandations de l'étude

- **Dialogue intercommunautaire** : encourager des dialogues directs entre les chefs tribaux Téké et Yaka peut être le point de départ pour instaurer une compréhension mutuelle. Ces dialogues devraient être facilités par des médiateurs neutres pour garantir des échanges constructifs.



- **Sécurisation des zones affectées** : une présence militaire continue est cruciale pour assurer la sécurité des populations locales et faciliter le retour des déplacés. La coordination entre les forces armées et les acteurs humanitaires est essentielle.
- **Programmes de réhabilitation économique** : des initiatives visant à restaurer les moyens de subsistance, en particulier dans le domaine de l'agriculture, peuvent contribuer à atténuer les conséquences socio-économiques à long terme du conflit.
- **Coordination nationale et internationale de l'aide** : un appel est lancé aux organisations internationales pour coordonner leurs efforts d'aide humanitaire. La complexité de la crise exige une approche collaborative pour répondre efficacement aux besoins immédiats et à long terme.
- **Promotion de l'éducation et de la sensibilisation** : des programmes éducatifs visant à promouvoir la compréhension interculturelle et l'acceptation mutuelle peuvent jouer un rôle crucial dans la prévention de futurs conflits. Investir dans l'éducation des jeunes générations peut contribuer à forger une société plus inclusive.
- **Réconciliation communautaire** : des initiatives formelles de réconciliation entre les communautés Téké et Yaka doivent être mises en œuvre. Des cérémonies, des forums et des projets collaboratifs peuvent contribuer à restaurer la confiance et à rétablir des relations pacifiques.
- **Impliquer la société civile** : les organisations de la société civile, en particulier celles basées à Maluku, peuvent jouer un rôle crucial dans la médiation et la construction de la paix. Leur proximité avec les communautés locales en fait des partenaires essentiels dans la mise en œuvre de solutions adaptées.
- **Gestion des ressources naturelles** : encourager des pratiques de gestion durable des ressources naturelles, en collaboration avec les communautés locales, peut réduire les sources potentielles de conflit liées à l'accès et à l'utilisation des terres.
- **Transparence et responsabilisation** : les autorités locales et nationales devraient promouvoir la transparence dans la gestion

des conflits et rendre compte de leurs actions. Cette mesure renforce la confiance des citoyens envers les institutions gouvernementales.

- **Renforcement des capacités locales** : investir dans le renforcement des capacités des institutions locales peut permettre une gestion plus efficace des situations de crise à l'avenir. Cela inclut la formation des forces de sécurité locales et la mise en place de mécanismes de prévention.
- **Mécanismes de résolution des conflits** : établir des mécanismes de résolution des conflits au niveau local, impliquant des anciens, des chefs traditionnels et des représentants communautaires, peut fournir des solutions rapides et adaptées aux réalités locales.
- **Accompagnement psychosocial** : les victimes du conflit, en particulier les enfants, nécessitent un soutien psychosocial continu. Des programmes spécifiques devraient être développés pour aider à surmonter les traumatismes et à favoriser la guérison.

## Bibliographie

- ACP, « Conflit Teke-Yaka : 6 prévenus condamnés à mort pour tuerie et terrorisme », <https://acp.cd/nation/conflit-teke-yaka-6-prevenus-condamnes-a-mort-pour-tuerie-et-terrorisme/> , publié le 17/7/2023, consulté le 20/1/2024.
- ACTUALITE.CD : « conflit communautaire à Kwamouth : le chef coutumier Mini Kongo dépêché pour une deuxième mission de pacification dans le Bandundu », disponible sur <https://actualite.cd/2022/12/05/conflit-communautaire-kwamouth-le-chef-coutumier-mini-kongo-depeche-pour-une-deuxieme>, consulté le 22/1/2024.
- ACTUALITE.CD, « Ouest de la RDC : en une année, la crise de Kwamouth a fait plus de 3 000 morts, plus de 150 000 déplacés et au moins 5 000 réfugiés (OCHA) » disponible sur <https://actualite.cd/2023/07/18/ouest-de-la-rdc-en-une-annee-la-crise-de-kwamouth-fait-plus-de-3-000-morts-plus-de-150> , publié le 18/07/2023, consulté le 25/01/2024.
- AFRICARABIA, « RDC : le retour de la violence à Kwamouth suscite l'inquiétude », disponible sur <https://afrikarabia.com/wordpress/rdc-le-retour-de-la-violence-a-kwamouth-suscite-linquietude/>, publié le 06 /04/2023.
- AGENCE FIDES, « Des mains invisibles sanguinaires alimentent le conflit entre Teke et Yaka », disponible sur [https://www.fides.org/fr/news/73812-AFRIQUE\\_RD\\_CONGO\\_Des\\_mains\\_invisibles\\_sanguinaires\\_alimentent\\_le\\_conflit\\_entre\\_Teke\\_et\\_Yaka](https://www.fides.org/fr/news/73812-AFRIQUE_RD_CONGO_Des_mains_invisibles_sanguinaires_alimentent_le_conflit_entre_Teke_et_Yaka), publié le 23/05/2023, consulté le 23/1/2024.
- BIAYI, Gabin Mbikayi ; MUNGU, Daniel Sifa Kwa et BOLALUEMBE, Papy Claude. Conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles dans le Domaine de Chasse et Réserve de Bombo-Lumene en République Démocratique du Congo. International Journal of Biological and Chemical Sciences, 2022, vol. 16, no 6, p. 2829-2840.
- BOSOLO NA POLITIK OFFICIEL, «La Thèse d'une main noire se confirme peu à peu » Voir lien pour suivre la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=TPMnM7YffZY> , publié le 18/10/2022.
- BRUNEAU, Jean-Claude, « Les nouvelles provinces de la République Démocratique du Congo : construction territoriale et ethnicités », L'Espace Politique [En ligne], 7 | 2009-1, mis en ligne le 30 juin 2009, consulté le 22 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1296> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.1296>).
- CARITAS-RELIEFWEB, « Synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire au Plateau des Bateke dans les ZS de Kwamouth, Maluku I et II Mai à juillet 2023 » disponible sur <https://reliefweb.int/report/democratic-republic->

- [congo/synthese-sur-la-situation-securitaire-et-humanitaire-au-plateau-des-bateke-dans-les-zs-de-kwamouth-maluku-i-et-ii-mai-juillet-2023](#) , publié le 20/07/2023.
- CARITAS-RELIEFWEB, « Synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire au Plateau des Bateke dans les ZS de Kwamouth, Maluku I et II Mai à juillet 2023 » disponible sur <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/synthese-sur-la-situation-securitaire-et-humanitaire-au-plateau-des-bateke-dans-les-zs-de-kwamouth-maluku-i-et-ii-mai-juillet-2023> , publié le 20/07/2023.
- CONGOVIRTUEL, « Bandundu », disponible sur [https://www.congovirtuel.com/page\\_province\\_bandundu.php](https://www.congovirtuel.com/page_province_bandundu.php), consulté le 25/01/2024.
- DEVISCH, René. “Frenzy, violence, and ethical renewal in Kinshasa”. *Public culture* 7.3 (1995): 593-629.
- DIAW, Mariteuw Chimère, and Phil Franks. “Production alimentaire, expansion agricole et déforestation au Mai-Ndombe, RDC.” London: IIED Working document. <http://pubs.iied.org/17652FIIED> (2019).
- IBAKA SANGU, Philippe. “Traditional chiefs and traditional authority in Kinshasa”. *Refractions of the National, the Popular and the Global in African Cities*, 2021.
- KIMOSI-NEWS, « La Commune de Maluku couvre à elle seule plus ou moins 80% de la superficie globale de la ville province de Kinshasa » disponible sur <https://kimosinews.wordpress.com/2016/07/03/la-commune-de-maluku-couvre-a-elle-seule-plus-ou-moins-80-de-la-superficie-globale-de-la-ville-province-de-kinshasa/> , publié le 2/7/2016, consulté le 25/1/2024.
- KOWENE, Gaius et AMUNAZO, Pamela, BBC Afrique, « Ce qu’il faut savoir sur les violents affrontements entre Téké et Yaka en RDC » disponible sur <https://www.bbc.com/afrique/articles/cj5qp2m4jevo>, consulté le 19 janvier 2024.
- LA LIBRE AFRIQUE, « des troupeaux venus du Kivu inquiètent au Bandundu », article disponible sur <https://afrique.lalibre.be/15208/rdc-des-troupeaux-venus-du-kivu-inquietent-au-bandundu/> publié le 13/02/2018, consulté le 24/1/2024.
- LORGERIE, Paul, <https://www.dw.com/fr/rdc-regain-de-tensions-inqui%C3%A9tant-dans-le-mai-ndombe/a-67963636>, publié le 12/1/2024, consulté le 23/1/2024.
- MAVAKALA, Krossy, Gouvernance territoriale et délivrance des services publics dans la commune périurbaine de Maluku à Kinshasa (République Démocratique du Congo), Thèse de doctorat en cotutelle, ERAIFT-Université de Liège, 2019.
- MONUSCO, Rapport du Secrétaire général, S/2022/892, 30 novembre 2022.

- MSF, « Violences dans le Mai-Ndombe et Kwilu : « le manque de réponse humanitaire soulève de sérieuses questions », disponible sur [Violences dans le Mai-Ndombe et Kwilu : « le manque de réponse humanitaire soulève de sérieuses questions » | MSF](#), consulté le 20/1/2024.
- MUTACH YAV, R-N. (2017). L'étalement urbain et occupation de l'espace à Kinshasa. *Revue Traduction et Langues* 16 (1), 175-182.
- NAFISSA AMADOU, « conflit entre Teke et Yaka aux portes de Kinshasa », disponible sur <https://www.dw.com/fr/cobflit-teke-yaka-rdc/audio-65627862>, publié le 15/05/2023, consulté le 22/1/2024.
- NSELE, MFESAW, EWUSU LOSENGITIA et NSENGAMBO MBOKOLO. « Dysfonctionnement de l'administration judiciaire de la province du Maï-Ndombe. » *Mouvements et Enjeux Sociaux* 122 (2022): 166-173.
- OMASOMBO-TSHONDA Jean, *Mai-Ndombe : Mosaïque de peuples établie sur un patrimoine naturel*, éditions du MRAC, Bruxelles, 2019.
- OXFORD ANALYTICA (2022), "Kwamouth unrest underscores Congo local conflict risks", Expert Briefings. <https://doi.org/10.1108/OXAN-DB273639>, consulted, 22/01/2024.
- POLITICO.CD, « Propagation du conflit Teke-Yaka à Kinshasa: le ministre provincial de l'Intérieur et sécurité interpellé à l'APK », disponible sur <https://www.dw.com/fr/cobflit-teke-yaka-rdc/audio-65627862>, publié le
- RADIO OKAPI, « Conflit Teke-Yaka à Kwamouth : 6 militaires et policiers tués », disponible sur <https://www.radiookapi.net/2022/08/11/actualite/securete/conflit-teke-yaka-kwamouth-6-militaires-et-policiers-tues>, consulté le 18 janvier 2024.
- REYNIERS, Camille, Cédric Vermeulen, and Alain Karsenty. « Les paysans sans terre et REDD+—les logiques locales face aux interventions internationales ». *Conjonctures Congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation*. Paris, L'Harmattan : 2016.
- UN-NEWS, « RDC : fuyant l'insécurité, des familles s'installent en République du Congo voisine », disponible sur <https://news.un.org/fr/story/2023/08/1137337>, publié le 02/08/2023, consulté le 25/1/2024.
- VANTICAN-NEWS, RD Congo : L'Eglise intervient dans le conflit Yaka et Téké, disponible sur <https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2022-09/rd-congo-l-eglise-intervient-dans-le-conflit-yaka-et-teke.html>, publié le 27/09/2023, consulté le 23/01/2024.
- WAGEMAKERS, Inge, MAKANGU, DIKI O., et DE HERDT, Tom. « Lutte foncière dans la ville: gouvernance de la terre agricole urbaine à Kinshasa ». *L'Afrique des grands lacs : annuaire*, 2009, vol. 2010, p. 175-200.